

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1235

15 mai 2014

SOMMAIRE

All Mechanics Trading S.A.	59234	Compostilla Re S.A.	59237
Alprocor S.A.	59234	Costkiem S.A.	59239
Arbalux S.A.	59234	Createl International S.A.	59238
Baltin Invest S.A.	59279	Creola S.A.	59241
Benoit, Jean-Nicolas & Partners	59280	CS Invest (Lux) SICAV	59240
BRE/Europe 4 S. à r.l.	59280	CVC Capital Partners Advisory Company (Luxembourg) S.à.r.l.	59240
Bureau d'Etudes et de Services Techniques Ingénieurs-Conseils S.à r.l.	59235	Danske Bank International S.A.	59242
Bureau d'Etudes et de Services Techniques Ingénieurs-Conseils S.à r.l.	59235	Delphi Luxembourg Investments S.à r.l.	59241
Callisto S.A.	59238	Dexia Carbon Capital S.à r.l.	59240
Castle Hill Fixed Income Opportunities S.à r.l.	59235	Dimension Data Financial Services S.A.	59241
Caterman S.A.	59237	Dominic Van den Bossche	59240
Caulkett (Luxembourg) Sàrl	59236	Domus Finance S.A.	59242
Cegetel Holdings I B.V.	59235	Domus Immo S.A.	59242
Centre de Yoga - La Source S.à r.l.	59236	Domus Immo S.A.	59242
CEPS Aqua S.à r.l.	59238	D-Trust S.à r.l.	59239
CEPS Aqua S.à r.l.	59239	DYZ S.à r.l.	59242
CEPS Aqua S.à r.l.	59239	ECommerce Taxi Middle East S.à r.l.	59259
Chelsea Wharf Holdings S.à r.l.	59236	Energia Ré S.A.	59234
Ciceron Investment Opportunities S.A.	59238	Entreprise Mendes Americo, s.à r.l.	59241
Cipio Partners S. à r.l.	59237	Farhold (Luxembourg) S.à r.l.	59243
CMC Mexico Limited S.à r.l.	59237	Kaffistuff	59280
CMC Mexico Limited S.à r.l.	59239	Luxor Estates S.A.	59236
Company Formation & Management Ser- vices S.à r.l.	59235	Prospect First S.à r.l.	59251
Company Republic GmbH	59237	Spelunk S.à r.l.	59280
		Whirlpool Canada Luxembourg Holdings	59280

All Mechanics Trading S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 78.241.

Il est porté à la connaissance:

- que le siège social de l'Administrateur délégué NATIONWIDE MANAGEMENT S.A., société inscrite au numéro RCS B 99746 est situé, suite à son transfert de siège du 16 décembre 2012, au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg.

Luxembourg, le 17 mars 2014.

Pour ALL MECHANICS TRADING S.A.

Référence de publication: 2014038610/14.

(140044601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Alprocor S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 30.986,69.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 83.276.

Il est porté à la connaissance:

- que le siège social de l'Administrateur délégué NATIONWIDE MANAGEMENT S.A., société inscrite au numéro RCS B 99746 est situé, suite à son transfert de siège du 16 décembre 2012, au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg.

Luxembourg, le 17 mars 2014.

Pour ALPROCOR S.A.

Référence de publication: 2014038615/13.

(140044598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Arbalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 39, Z.I. Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 54.325.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2014038622/11.

(140044551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Energia Ré S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 49.809.

Extrait des résolutions de l'assemblée générale du 12 mars 2014

- L'Assemblée Générale décide de renouveler les mandats de Messieurs Eugénio André da Purificação Carvalho, Nuno Maria Pestana de Almeida Alves, et Demetrio Antonio Tahoces Martinez jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015

- L'assemblée reconduit le mandat du réviseur d'entreprises KPMG Audit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2014.

Pour la société

Référence de publication: 2014038760/16.

(140044755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Castle Hill Fixed Income Opportunities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 138.652.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 mars 2014.
Référence de publication: 2014038667/10.
(140044932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

B.E.S.T. Ingénieurs-Conseils S.à r.l., Bureau d'Etudes et de Services Techniques Ingénieurs-Conseils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2513 Senningerberg, 2, rue des Sapins.
R.C.S. Luxembourg B 39.399.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014038663/10.
(140044843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

B.E.S.T. Ingénieurs-Conseils S.à r.l., Bureau d'Etudes et de Services Techniques Ingénieurs-Conseils S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2513 Senningerberg, 2, rue des Sapins.
R.C.S. Luxembourg B 39.399.

Les comptes annuels de l'exercice clôturé au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014038662/10.
(140044842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Company Formation & Management Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 160.217.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.
Référence de publication: 2014038675/10.
(140045029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Cegetel Holdings I B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 92.158.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 février 2014.
Pour copie conforme
Pour la société
Maître Carlo WERSANDT
Notaire
Référence de publication: 2014038670/14.
(140044676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Caulkett (Luxembourg) Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 131.174.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014038669/9.

(140044513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Centre de Yoga - La Source S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7256 Walferdange, 25, rue Josy Welter.

R.C.S. Luxembourg B 161.069.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014038671/14.

(140044942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Chelsea Wharf Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 170.759.

Extrait des résolutions de l'associé unique en date du 13 mars 2014.

En date du 13 mars 2014, l'associé unique a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Monsieur Daniel RICHARDS de sa fonction de gérant de la Société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 14 mars 2014.

Pour extrait analytique conforme

Michel THILL

Gérant

Référence de publication: 2014038672/14.

(140044582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Luxor Estates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 171.967.

Extrait des décisions du conseil d'administration prises par voie circulaire en date du 20 février 2014

En date du 20 février 2014, les membres du conseil d'administration ont décidé à l'unanimité des voix de:

- transférer le siège social de la Société du 48, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte 1330 Luxembourg, au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec date effective au 1^{er} mars 2014.

La nouvelle adresse professionnelle de Jean-Marie Bettinger est la suivante: 42 rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

La nouvelle adresse de Mauro Cadorin est la suivante: 4 rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

La nouvelle adresse de Veridice S.à r.l., est la suivante: 4 rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 février 2014.

LUXOR ESTATES S.A.

Référence de publication: 2014038908/17.

(140044768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Cipio Partners S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 131.444.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014038673/9.

(140044916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Company Republic GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 164.921.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Soak Trust S.A.

Référence de publication: 2014038676/11.

(140045007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Compostilla Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 116.203.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société Compostilla Re S.A.

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014038678/11.

(140044800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Caterman S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 31.912.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 mars 2013.

Référence de publication: 2014038690/10.

(140044870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

CMC Mexico Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.
R.C.S. Luxembourg B 156.389.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CMC Mexico Limited S.à r.l.

S. Th. Kortekaas

Mandataire

Référence de publication: 2014038705/13.

(140044183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Callisto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.
R.C.S. Luxembourg B 93.740.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014038687/9.

(140044687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

CEPS Aqua S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 78.051.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014038695/9.

(140044364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Cicéron Investment Opportunities S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 33, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 121.243.

Procès-verbal d'une réunion (la «Réunion») du conseil d'administration de la société qui s'est tenue au siège social de la société en date du 14 mars 2014 à 9h30 heures.

Administrateurs:

Monsieur Didier Me Gaw

Monsieur Stéphane Lataste

Les administrateurs renonçant à leur droit à être dûment convoqués, ont pris la résolution suivante:

Première résolution

Le conseil d'administration constate la démission de Madame Mpnika Barbara Kanczuga employée privée, née le 5 septembre 1981 à Wadowice (Pologne), avec adresse professionnelle à L-2520 Luxembourg, 33, Allée Scheffer de ses fonctions d'administrateur et décide de pourvoir provisoirement à son remplacement par la nomination de M. Pierre Goffinet avec adresse Professionnelle au 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, né le 15 Septembre 1971 à Bastogne en Belgique, jusqu'à la prochaine l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Le conseil d'administration

Didier Mc Gaw / Stéphane Lataste

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014038700/22.

(140044378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Creotel International S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 30.986,69.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 62.651.

Il est porté à la connaissance:

- que le siège social de l'Administrateur délégué NATIONWIDE MANAGEMENT S.A., société inscrite au numéro RCS B 99746 est situé, suite à son transfert de siège du 16 décembre 2012, au 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg.

Luxembourg, le 17 mars 2014.

Pour CREATEL INTERNATIONAL S.A.

Référence de publication: 2014038714/14.

(140044666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Costkiem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3862 Schifflange, 56A, Cité Op Soltgen.
R.C.S. Luxembourg B 136.893.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2014.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014038713/14.

(140044941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

CEPS Aqua S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 78.051.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014038696/9.

(140044365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

CEPS Aqua S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 78.051.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014038697/9.

(140044366) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

D-Trust S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 146.453.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014038722/9.

(140044995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

CMC Mexico Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 5, rue des Capucins.
R.C.S. Luxembourg B 156.389.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CMC Mexico Limited S.à r.l.
S.Th. Kortekaas
Mandataire

Référence de publication: 2014038706/13.

(140044683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

CS Invest (Lux) SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 103.768.

Le bilan au 30 septembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2013.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2014038717/11.

(140044650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

CVC Capital Partners Advisory Company (Luxembourg) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 93.176.

EXTRAIT

Suite à un déménagement Monsieur Louis Rudolph Jules RIDDER VAN RAPPARD, gérant de la Société, demeure désormais professionnellement au 111 Strand, Londres WC2R 0AG, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2014.

Pour la Société

Un Gérant

Référence de publication: 2014038718/15.

(140045080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Dexia Carbon Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 141.139.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 17 mars 2014.

Pour Dexia Carbon Capital S.à r.l. (In liquidation)

Société à responsabilité limitée

RBC Investor Services Bank S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014038724/14.

(140045023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Dominic Van den Bossche, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8821 Koetschette, 1, rue Napoléon.
R.C.S. Luxembourg B 124.880.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014038736/14.

(140044943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Dimension Data Financial Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89D, rue de Pafebruch.
R.C.S. Luxembourg B 110.251.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2014038725/11.

(140044530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Delphi Luxembourg Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Bascharage, avenue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 172.515.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014038723/9.

(140044290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Creola S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 65.349.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 3 mars 2014 à 11.00 heures à Luxembourg

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de la Fiduciaire H.R.T. de son poste de commissaire aux comptes de la société.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de nommer en remplacement la société:

THE CLOVER

Société anonyme

R.C.S. Luxembourg B 149.293

6, rue d'Arlon

L-8399 Windhof

Le mandat du nouveau Commissaire aux Comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2013.

Extrait sincère et conforme
Fidupar
Signature

Référence de publication: 2014038715/21.

(140044850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Entreprise Mendes Americo, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5884 Howald, 302, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 108.644.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Howald.

Pour ENTREPRISE MENDES AMERICO S.A R.L.

Américo MARQUES MENDES

Gérant

Référence de publication: 2014038763/13.

(140044725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Domus Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 150.369.

Par la présente, la société Fidu-Concept Sàrl démissionne avec effet au 17/03/2014 de sa fonction de commissaire aux comptes de la société DOMUS FINANCE S.A. inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 150.369.

Pour Fidu-Concept Sàrl

Référence de publication: 2014038727/11.

(140044584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Domus Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 150.371.

Par la présente, la société Fidu-Concept Sàrl démissionne avec effet au 17/03/2014 de sa fonction de commissaire aux comptes de la société DOMUS IMMO S.A. inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 150.371.

Pour Fidu-Concept Sàrl

Référence de publication: 2014038729/10.

(140044583) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Domus Immo S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 150.371.

Par la présente, la société Fidu-Concept Sàrl dénonce avec effet au 17/03/2014 le siège social, 36, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, de la société DOMUS IMMO S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 150.371. „“

Pour Fidu-Concept Sàrl

Référence de publication: 2014038730/10.

(140044678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Danske Bank International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 14.101.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014038733/9.

(140044999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

DYZ S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1274 Howald, 65, rue des Bruyères.
R.C.S. Luxembourg B 164.911.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L – 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014038737/14.

(140044898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Farhold (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 185.206.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventh day of the month of March.

Before Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Vitruvian II Luxembourg S.à r.l., a société à responsabilité limitée with registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, being registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under number B 184.359, represented by Mr Patrick Santer, master at laws, residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 7 March 2014 (such proxy to be registered together with the present deed).

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company ("société à responsabilité limitée") Farhold (Luxembourg) S.à r.l. which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Farhold (Luxembourg) S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, including, to the extent permitted by law, in any direct or indirect parent company, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise, of stock, bonds, debentures, notes, convertible loan notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds (including convertible notes), preferred equity certificates (whether convertible or not) and debentures.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs or any entity as the Company may deem fit (including up stream or cross stream), take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euros (€ 12,500) divided into twelve thousand five hundred (12,500) class F shares, with a nominal value of one euro (€ 1.00) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the Company's capital.

The Company may, to the extent and under the terms permitted by law, acquire its own shares.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who need not be shareholders.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected. They may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers.

The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of different classes, namely class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required (i) for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers or (ii) when all the managers are present or represented and declare that they have had knowledge of the agenda of the meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented (provided that in the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) such majority shall always include at least one class A (which may be represented)).

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company present or represented, provided that in the event however the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers present or represented including at least one class A manager.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by any one manager provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by two managers one of which being always a class A managers unless otherwise resolved by the board of managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by any one manager provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers, copies or extracts of the minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by two managers, one of which being always an Class A Managers unless otherwise resolved by the board of managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution.

The Company will be bound by the sole signature of the sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of any one of the managers, provided however that in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of two managers one of which shall always be a class A manager (including by way of representation). In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by any one of the managers provided that in the event of classes of managers, by two managers one of which shall always be a class A manager (including by way of representation).

Art. 8. Liability Managers, indemnification.

8.1 The managers are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

8.2 Subject to the exceptions and limitations listed in article 8.3., every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes

involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

8.3 No indemnification shall be provided to any manager or officer:

8.3.1 Against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

8.3.2 With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

8.3.3 In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

8.4 The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including managers and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

8.5 Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article 8 shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or manager, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article 8.

Art. 9. Conflicts. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer, agent, adviser or employee of such other company or firm. Any manager or officer who serves as a director, officer or employee or otherwise of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 10. Shareholder Meetings. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings held including (to the extent permitted by law) meetings held by way of conference call, video conference or other means of communication allowing shareholders taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another, the participation in a meeting by these means being equivalent to a participation in person at such meeting. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is present or represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital. Decisions to change of nationality of the Company are to be taken by shareholders representing 100% of the issued share capital.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the following year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December, 2014.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August, 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, Vitruvian II Luxembourg S.à.r.l., and the notary, Vitruvian II Luxembourg S.à r.l. has subscribed and entirely paid-up in cash the twelve thousand five hundred (12,500) class F shares.

Evidence of the payment of the subscription price of twelve thousand five hundred euros (€ 12,500) has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand one hundred euros (EUR 1.100.-).

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
2. Two classes of managers, namely class A managers and class B managers are created. The following persons are named class A manager and class B managers (with the signature powers set forth in the articles in the case of different classes of managers) of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:

Class A Manager

- Vitruvian Directors I Ltd, a limited liability company organised under the laws of England and Wales with registered office at 105 Wigmore Street, W1U 1QY London (England) and registered at Company House under number 6484566; and

Class B Managers

- Gaël Sausy, born in Thionville (France) on 19 February 1983, with professional address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;
- Dominique Robyns, born on 31 December 1958 in Alost, Belgium, with professional address at 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Special disposition

The first accounting year shall begin on the date of incorporation and shall terminate on 31st December, 2014.

In faith of which we, the undersigned notary, have set our hand and seal in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said persons appearing signed the present original deed together with us, the notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le septième jour du mois de mars,

Par devant Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché du Luxembourg.

A comparu:

Vitruvian II Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184.359, représentée par Monsieur Patrick Santer, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 7 mars 2014 (laquelle procuration sera enregistrée avec le présent acte).

La partie comparante agissant ès-qualités a demandé au notaire soussigné d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée Farhold (Luxembourg) S.à r.l., qui est constituée par la présente:

Art. 1^{er} . Dénomination. Il est formé par la partie comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Farhold (Luxembourg) S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, y inclus, dans la mesure permis par la loi, dans toutes société-mère directe ou indirecte, ou dans toute autre entreprise, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que par la vente, l'échange ou autrement, d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes et autres valeurs mobilières de toute nature, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations (y compris de notes convertibles), de certificats de capital préférentiels (convertibles ou non) et de certificats de créance.

D'une manière générale elle peut prêter assistance (par le biais de prêts, avances, garanties, valeurs mobilières ou autres) à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre entreprise que la Société juge appropriée (y compris up stream ou cross stream), prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Capital Social. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500) divisé douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe F, d'une valeur nominale d'un euro (€ 1,00) chacune.

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptés de la manière requise pour la modification des présents statuts.

Toute prime d'émission disponible sera distribuable.

Art. 6. Transfert de parts sociales. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent (75%) du capital social de la Société.

La Société peut, dans la mesure est selon les termes permis par la loi, acquérir ses propres parts sociales.

Art. 7. Gérance. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués avec ou sans motifs (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance.

L'assemblée générale des associés peut décider de nommer des gérants de différentes classes, à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B. Cette classification des gérants sera dûment enregistrée dans les résolutions de l'assemblée concernée et les gérants appartenant à chaque classe seront identifiés.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les uns avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, email ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise (i) pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance ou (ii) lorsque tous les gérants sont présents ou représentés et déclarent avoir connaissance de l'ordre du jour de la réunion.

Le conseil de gérance peut uniquement valablement délibérer ou agir si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée (à condition que dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B) une telle majorité inclura toujours, au moins un gérant de classe A (qui peut se faire représenter)).

Les décisions du conseil de gérance sont valablement prises par l'approbation de la majorité des gérants de la Société présents ou représentés, à condition que lorsque l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants, les résolutions du conseil de gérance ne pourront être adoptées qu'à la majorité des gérants présents ou représentés incluant au moins un gérant de classe A.

Les résolutions du conseil de gérance seront signées par un des gérants, à condition que dans le cas où l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront signées par deux gérants dont un gérant de classe A, sauf en cas de décision contraire du conseil de gérance. Des copies ou extraits de ces résolutions qui pourront être notamment versées dans le cadre de procédures judiciaires seront signés par un des gérants à condition que lorsque l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants, les copies ou extraits de telles résolutions du conseil de gérance seront signées par deux gérants dont un gérant de classe A, sauf en cas de décision contraire du conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires qui dûment exécutés feront foi de la résolution intervenue.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et dans le cas d'un conseil de gérance, par la signature d'un des gérants, étant entendu que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes classes de gérants (à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B), la Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe de deux gérants dont l'un d'entre eux sera toujours un gérant de classe A (y compris par voie de représentation). Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués, par n'importe lequel des gérants, étant entendu que lorsqu'il existe différentes classes de gérants, par deux gérants dont l'un d'entre eux sera toujours un gérant de classe A (y compris par voie de représentation).

Art. 8. Responsabilité des gérants, Indemnisation.

8.1 Les gérants ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

8.2 Sous réserve des exceptions et limitations énumérées à l'article 8.3, toute personne qui est, ou qui a été gérant ou responsable de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et contre toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par lui en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle il est impliqué à raison de son mandat présent ou passé de gérant ou responsable et pour les sommes payées ou contractées par lui dans le cadre de leur règlement. Les mots «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou criminelles, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots «responsabilité» et «dépenses» devront comprendre, sans que cette liste soit limitative, les honoraires d'avocats, frais et dépens, jugements et montants payés en règlement et autres responsabilités.

8.3 Aucune indemnité ne sera versée à tout gérant, dirigeant ou responsable:

8.3.1 En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de sa fonction;

8.3.2 Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou

8.3.3 Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le conseil de gérance.

8.4 Le droit à indemnisation prévu par la présente est distinct et n'affectera aucun autre droit dont un gérant ou responsable peut bénéficier actuellement ou ultérieurement. Il subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant ou responsable et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telles personnes. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants ou responsables, en vertu d'un contrat ou autre en vertu de la loi.

8.5 Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article 8, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du gérant ou du responsable de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article 8.

Art. 9. Conflits. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ou entité ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs des gérants ou responsables de la Société est intéressé à un tel contrat ou transaction, ou est administrateur, collaborateur, responsable, agent, consultant ou employé de cette autre société ou entité. Tout gérant ou responsable qui exerce la fonction d'administrateur, gérant, dirigeant ou employé ou autre auprès d'une société ou d'une entité avec laquelle la Société conclura un contrat ou entre autrement en relation d'affaires, ne sera pas, en raison d'une telle affiliation avec telle autre société ou entité, empêché de délibérer et de voter ou agir sur n'importe quelle matière en relation avec ce contrat ou cette autre affaire.

Art. 10. Assemblées Générales. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale. Les décisions des associés sont prises dans les formes et à la (aux) majorité(s) prévue(s) par la loi, par écrit (dans la mesure permise par la loi) ou lors d'assemblées y compris (dans la mesure permise par la loi) les assemblées tenues par voie de conférence téléphonique, visioconférence, ou autres moyens de communication permettant à tous les associés prenant part à l'assemblée de s'entendre les uns les autres et de communiquer ensemble, la participation à une assemblée par ces moyens équivalant à une présence en personne à une telle assemblée. Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution circulaire valable (le cas échéant) représentera l'ensemble des associés de la Société.

Les assemblées peuvent être convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à l'adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'entièreté du capital social est présent ou représenté à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société ou moins huit (8) jours avant la date proposée pour l'effectivité des résolutions. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction de la majorité, à la date y précisée). Des résolutions unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

A moins que ce soit prévu autrement par la loi, les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées à la majorité des voix des votants, sans considération de la portion du capital représenté. Cependant, des décisions concernant des modifications des statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois-quarts du capital social émis. Les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant 100% du capital social émis.

Art. 11. Année Sociale. L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier de chaque année et se termine le dernier jour du mois de décembre de l'année suivante, sauf pour la première année sociale qui commencera le jour de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

Art. 12. Comptes annuels. Chaque année à la fin de l'année sociale, le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, établit les comptes annuels.

Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 13. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligation si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intermédiaires sur base d'un état comptable préparé par le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 14. Dissolution. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 15. Associé Unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont applicables.

Art. 16. Loi Applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription et paiement

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, Vitruvian II Luxembourg S.à r.l., et le notaire, Vitruvian II Luxembourg S.à r.l. a souscrit et intégralement libéré en espèces les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe F.

Preuve du paiement du prix de souscription de douze mille cinq cents euros (€ 12.500) a été donnée au notaire instrumentant.

Dépenses, Evaluation

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait du présent acte sont évaluées à environ mille cent euros (EUR 1.100.-).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, l'unique associé a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au: 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg
2. Deux classes de gérants, à savoir des gérants de classe A et des gérants de classe B, sont créées. Les personnes suivantes sont nommées gérant de classe A et gérants de classe B (chacun avec les pouvoirs de signature décrits dans les statuts en cas de différentes classes de gérants) de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société:

Gérant de classe A

Vitruvian Directors I Limited, une société à responsabilité limitée organisée sous le droit anglais ayant son siège social au 105 Wigmore Street, W1U 1QY Londres (Angleterre) et enregistré auprès de la Company House sous le numéro 6484566; et

Gérants de classe B

- Gaël Sausy, né le 19 février 1983 à Thionville, France avec adresse professionnelle au 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

- Dominique Robyns, né le 31 décembre 1958 à Alost, Belgique avec adresse professionnelle au 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence en date de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

En foi de quoi, Nous notaire, soussigné, avons apposé notre sceau en date qu'en tête.

Le document ayant été lu au comparant, qui a requis que le présent acte soit rédigé en langue anglaise, ledit comparant a signé le présent acte avec Nous, notaire, qui avons une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction française. En cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Signé: P.SANTER, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 11 mars 2014. Relation: DIE/2014/3087. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 14 mars 2014.

Référence de publication: 2014038168/445.

(140043704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2014.

Prospect First S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 185.192.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of February,

Before us maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared

CVI Luxembourg Fifteen S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 11-13, Boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 132.063,

duly represented by one of its managers, Ms. Cécile Gadisseur, employee, residing in Luxembourg.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Prospect First Limited, a company incorporated under the laws of Jersey on 21 August 2007, having its registered office at 11-15 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE4 0QH, and registered with the Jersey Financial Services Commission, Companies Registry, under number 98496 (the "Company").

The Sole Shareholder, representing the entire capital, takes the following resolutions:

First resolution:

The Sole Shareholder decides to approve and/or acknowledge (i) the transfer of the registered office (siège statutaire) and the central administration (administration centrale) of the Company from Jersey to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg with effect of the date of these resolutions and (ii) that all necessary steps to transfer the registered office (siège statutaire) and the central administration (administration centrale) of the Company to Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg have been taken in Jersey.

Second resolution:

The Sole Shareholder acknowledges that, as a consequence of the previous resolution, the Company shall henceforth be of Luxembourg nationality, as defined by articles 2§2 and 159§2 of the Luxembourg law on commercial companies, dated August 10th 1915, as amended (the "Law of 1915").

The Sole Shareholder further acknowledges that the Company will thus be subject to Luxembourg law, according to article 159§1 and 159§2 of Law of 1915.

Third resolution:

The Sole Shareholder acknowledges that the Company shall continue to exist as the same legal entity and hereby resolves that it shall adopt the form of a société à responsabilité limitée.

Fourth resolution:

The Sole Shareholder decides to change the legal denomination of the Company into "Prospect First S.à r.l."

Fifth resolution:

The Sole Shareholder decides that the share capital shall be set in Pounds Sterling.

The Sole Shareholder is also approving the balance sheet dated 28 January 2014, which will remain attached to the present deed.

The Sole Shareholder resolves that (i) the share capital of the Company shall be increased by an amount of fourteen thousand nine hundred ninety-nine Pounds Sterling (GBP 14,999) so as to raise it from its current amount of one Pound Sterling (GBP 1) up to fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000), through the issue of fourteen thousand nine hundred ninety-nine (14,999) shares, each having a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1), and, consequently, that (ii) the share capital of the Company shall amount to fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000), represented by fifteen thousand (15,000) shares having a par value of one Pound Sterling (GBP 1) each.

The fourteen thousand nine hundred ninety-nine (14,999) new shares issued have been subscribed by CVI Luxembourg Fifteen S.à r.l., aforementioned, for the price of fourteen thousand nine hundred ninety-nine Pounds Sterling (GBP 14,999).

The shares so subscribed are entirely paid up through conversion of an amount of fourteen thousand nine hundred ninety-nine Pounds Sterling (GBP 14,999) out of the Company's equity reserves into share capital of the Company.

The proof of the existence of the above-referred equity reserves has been produced to the undersigned notary through an interim balance sheet dated 28 January 2014, which will remain annexed to the present deed.

Sixth resolution

The Sole Shareholder decides that the financial year of the Company shall commence on 1 January and end on 31 December of the same year. The current financial year of the Company which started on 1 January 2014 shall end on 31 December 2014.

Seventh resolution:

The Sole Shareholder decides to restate the articles of incorporation in accordance with Luxembourg law, without amending the corporate purpose, which after complete re-statement will have the following wording:

“A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and loans and the administration, control and development of its portfolio. The Company may, in this context, assume risks, existing or future, resulting from the obligations assumed by third parties or relating to all or part of the activities of third parties, in one or more transactions or on a continuous basis, without taking advantage of the law of 22 March 2004 on securitisation.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

An additional purpose of the Company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial and real estate activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company is incorporated under the name of “Prospect First S.à r.l.”.

Art. 5. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by the general meeting of its shareholders or by mean of a resolution of its Sole Shareholder, as the case may be. A transfer of the registered office within the same municipality may be decided by a resolution of the sole manager or, as the case may be, the board of managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company’s share capital is set at fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000) represented by fifteen thousand (15,000) shares, having a par value of one Pound Sterling (GBP 1) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be changed at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least or by the sole shareholder, as the case may be.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company’s shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by at least two managers, who do not need to be shareholders.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

The Company will be bound in all circumstances by the sole signature of any member of the board of managers.

Art. 13. The board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

In dealings with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's purpose.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Art. 17. The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carry-forward profits and distributable reserves, but decreased by carry-forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D. Collective decisions of the shareholders - Decisions of the sole shareholder

Art. 18. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 19. Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 20. The sole shareholder, as the case may be, exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 21. The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 22. Each year on the first of January, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 23. Five per cent (5 %) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10 %) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholder(s). Interim dividends may be distributed in compliance with the terms and conditions provided for by law.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder, as the case may be, which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them or to the sole shareholder, as the case may be.

Art. 25. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

G. Indemnification

Art. 26. The Company shall indemnify any manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence (faute grave) or wilful misconduct (faute intentionnelle); in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled."

Eighth resolution:

The Sole Shareholder decides to appoint and/or to confirm to the extent necessary, the following managers:

- Mr. Mirko Fischer, private employee, born on May 6th, 1975 in Gelsenkirchen, Germany, residing professionally at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528, Luxembourg;
- Ms. Paulina Denis, private employee, born on October 25th, 1982 in Radom, Poland, residing professionally at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528, Luxembourg; and
- Mr. Serge Maton, private employee, born on August 25th, 1969 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, residing professionally at 25, Great Pulteney Street, W1F 9LT London.

The term of their office shall be for an undetermined period of time.

Ninth resolution:

The Sole Shareholder decides that the registered office of the Company is set at 11-13, Boulevard de La Foire, L-1528 Luxembourg.

Valuation

It results from an interim balance sheet of the Company dated as of 28 January 2014 that the value of the net assets of the Company amounts to one million nine hundred thirty-two thousand six hundred fifty-seven Pounds Sterling (GBP 1,932,657). This certificate will be annexed to the present deed.

For registration purposes, the net assets of the Company are valued at one million nine hundred thirty-two thousand six hundred fifty-seven Pounds Sterling (GBP 1,932,657).

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about three thousand two hundred Euro (EUR 3.200.-).

The amount of one million nine hundred thirty-two thousand six hundred fifty-seven Pounds Sterling (GBP 1,932,657) is evaluated at two million three hundred twenty-three thousand five hundred fifty-two Euro and ninety Eurocent (EUR 2,323,552.90) according to the exchange rate published on XE.COM on February 11th, 2014.

There being no further business, the meeting is terminated.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the appearing person known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-six février,

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

CVI Luxembourg Fifteen S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire L-1528 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132.063,

dûment représentée par sa gérante Mme Cécile Gadisseur, salariée, demeurant à Luxembourg.

Lequel comparant est l'associé unique (l'«Associé Unique») de Prospect First Limited, une société constituée sous les lois de Jersey en date du 21 août 2007, ayant son siège social au 11-15, Seaton Place, St Helier, Jersey JE4 0QH, et immatriculée auprès de la Jersey Financial Services Commission, Companies Registry, sous le numéro 98496 (la «Société»).

L'Associé Unique, représentant l'intégralité du capital social, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'approuver et/ou de reconnaître (i) le transfert du siège statutaire et de l'administration centrale de la Société de Jersey à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, avec effet à la date des présentes résolutions et (ii) que toutes les actions nécessaires au transfert du siège statutaire et de l'administration centrale de la Société à Luxembourg-Ville, Grand-Duché du Luxembourg, ont été réalisées à Jersey.

Deuxième résolution

L'Associé Unique reconnaît que, en conséquence de la précédente résolution, la Société aura dorénavant la nationalité luxembourgeoise, comme défini aux articles 2§2 et 159§2 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»).

L'Associé Unique reconnaît en outre que la Société sera donc soumise à la loi luxembourgeoise, conformément aux articles 159§1 et 159§2 de la Loi de 1915.

Troisième résolution

L'Associé Unique reconnaît que la Société continue d'exister comme étant la même entité légale et décide par la présente de donner à la Société la forme d'une société à responsabilité limitée.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de changer la dénomination légale de la Société en "Prospect First S.à r.l.".

Cinquième résolution

L'Associé Unique décide que le capital social aura pour devise la Livre Sterling.

L'Associé Unique décide d'approuver le bilan intérimaire de la Société à la date du 28 janvier 2014 qui restera annexé au présent acte.

L'Associé Unique décide (i) d'augmenter le capital social de la Société par un montant de quatorze mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Livres Sterling (GBP 14.999) afin de l'augmenter de son montant actuel d'une Livre Sterling (GBP 1) jusqu'à quinze mille Livres Sterling (GBP 15.000), par l'émission de quatorze mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (14.999) parts sociales, d'une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1) chacune, et, en conséquence, (ii) d'établir que le capital social de la Société est fixé à la somme de quinze mille Livres Sterling (GBP 15.000), représenté par quinze mille (15.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1) chacune.

Les quatorze mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (14.999) nouvelles parts sociales ont été souscrites par CVI Luxembourg Fifteen S.à r.l., précitée, pour le prix de quatorze mille neuf cents quatre-vingt-dix-neuf Livres Sterling (GBP 14.999).

Les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement payées par la conversion en capital social de la Société d'un montant de quatorze mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf Livres Sterling (GBP 14.999) prélevé dans les réserves de fonds propres de la Société.

La preuve de l'existence desdites réserves de fonds propres a été produite au notaire instrumentant par le biais d'un bilan intérimaire de la Société à la date du 28 janvier 2014 qui restera annexé au présent acte.

Sixième résolution

L'Associé Unique décide que l'exercice social de la Société commence le 1 janvier et se termine le 31 décembre de la même année. L'exercice social en cours de la Société qui a commencé le 1 janvier 2014 se terminera le 31 décembre 2014.

Septième résolution

L'Associé Unique décide de reformuler les statuts en conformité avec la loi luxembourgeoise, et sans modification de l'objet social, qui après une refonte intégrale auront la teneur suivante:

«A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts sociales ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (ci-après la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telles que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés ou autres entités luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et de prêts et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La Société pourra, dans ce contexte, assumer les risques, existants ou futures, résultants d'engagements assumés par des tiers ou inhérent à toute ou partie des activités réalisées par des tiers, dans une ou plusieurs opérations ou de façon ordinaire, sans profiter de la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou les sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société a, en outre, pour objet l'acquisition et la vente de biens immobiliers soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger, y compris la détention de participations directes ou indirectes dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière et immobilière, estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de "Prospect First S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre commune du Grand-Duché du Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, de son Associé Unique. Un transfert du siège social à l'intérieur de la même municipalité pourra être décidé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social de la Société est fixé à quinze mille Livres Sterling (GBP 15.000) représenté par quinze mille (15.000) parts sociales, d'une valeur d'une Livre Sterling (GBP 1) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix lors des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social ou par l'associé unique, le cas échéant.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales de la Société sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné lors d'une assemblée générale des associés par des associés représentant au moins trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale, par des associés représentant les trois quarts du capital social. Dans

ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par au moins deux gérants, qui ne doivent pas nécessairement être associés.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants sont librement et à tout moment révocables sans qu'il soit nécessaire qu'une cause légitime existe.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature unique d'un membre du conseil de gérance.

Art. 13. Le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des réunions des associés.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président, ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance, mais en son absence, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assurer temporairement la présidence de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, courriel, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, courriel, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. L'ensemble constituera le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 17. Le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions collectives des associés - Décisions de l'associé unique

Art. 18. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède ou représente.

Art. 19. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 20. L'associé unique, le cas-échéant, exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 21. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 22. Chaque année au premier janvier, les comptes sont arrêtés et les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 23. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10 %) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale. Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, par l'associé unique qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf disposition contraire, le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société ou, le cas-échéant, distribué à l'associé unique.

Art. 25. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

G. Indemnisation

Art. 26. La Société devra indemniser tout gérant ou administrateur, et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs, de toute dépense raisonnablement supportée par lui du fait d'une action en justice, d'un procès ou procédure à laquelle il est partie du fait de son statut présent ou passé de gérant ou d'administrateur de la Société, ou, à sa requête, de toute autre société dont la Société serait l'associé ou le créancier et de laquelle il n'aurait pas droit à indemnisation, à l'exception des cas où il sera jugé, dans le cadre de ladite action en justice, dudit procès ou procédure, responsable en raison d'une faute grave ou intentionnelle; en cas d'arrangement extrajudiciaire, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que l'administrateur en question n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Le présent droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits auxquels il pourrait avoir droit dans la personne de l'administrateur.»

Huitième résolution

L'Associé Unique décide de nommer et/ou de confirmer, dans la mesure du nécessaire, les gérants suivants:

- Mr Mirko Fischer, salarié, né le 6 mai 1975 à Gelsenkirchen, Allemagne, résidant professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528, Luxembourg;

- Mme Paulina Denis, salariée, née le 25 octobre 1982 à Radom, Pologne, résidant professionnellement au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528, Luxembourg; et

- Mr Serge Maton, salarié, né le 25 août 1969 à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, résidant professionnellement au 25, Great Pulteney Street, W1F 9LT Londres.

Leur mandat sera pour une durée indéterminée.

Neuvième résolution

L'Associé Unique décide de fixer l'adresse du siège social au 11-13, Boulevard de La Foire, L-1528 Luxembourg.

Evaluation

Il résulte d'un bilan intermédiaire de la Société à la date du 28 janvier 2014 que la valeur des actifs nets de la Société s'élève à un million neuf cent trente-deux mille six cent cinquante-sept Livres Sterling (GBP 1.932.657). Ce certificat restera annexé au présent acte.

Pour les besoins de l'enregistrement, les actifs nets de la Société sont évalués à un million neuf cent trente-deux mille six cent cinquante-sept Livres Sterling (GBP 1.932.657).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève à environ trois mille deux cents Euros (EUR 3.200.-).

La somme de un million neuf cent trente-deux mille six cent cinquante-sept Livres Sterling (GBP 1.932.657) est évaluée à la somme de deux millions trois cent vingt-trois mille cinq cent cinquante-deux Euros quatre-vingt-dix Eurocent (EUR 2,323,552.90) selon le taux de change publié sur XE.COM en date du 11 février 2014.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Ghadisseur et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 06 mars 2014. LAC/2014/10581. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mars 2014.

Référence de publication: 2014037734/434.

(140043323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2014.

ECommerce Taxi Middle East S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue J.P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 180.252.

In the year two thousand and fourteen, on the fourteenth day of February.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

1. ECommerce Holding III S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 177.438, having its registered office at 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxembourg, being the holder of twelve thousand four hundred ninety-nine (12,499) common shares,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin on 29 January 2014 and in Luxembourg on 31 January 2014;

2. Bambino 53. V V UG (haftungsbeschränkt), a limited liability company (Unternehmergeellschaft (haftungsbeschränkt)) existing under the laws of Germany registered with the commercial register at the local court of Charlottenburg, Germany, under no. HRB 126893 B, having its registered address at Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Germany,

being the holder of one (1) common share,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Berlin on 29 January 2014,

3. iMENA Classifieds Ltd., a limited liability company existing under the laws of the British Virgin Islands, registered under number 1726374, having its registered office at Craigmuir Chambers, Road Town, Tortola, VG1110, British Virgin Islands (hereinafter "iMENA"),

being the holder of four thousand two hundred fifty (4,250) series A shares, and becoming the holder of seven hundred fifty (750) series A2 shares,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Amman, Jordan, on 30 January 2014; and

4. National Company for Business Solutions Ltd., a limited liability company existing under the laws of Saudi Arabia, registered under number 1010245968, having its registered office at PO Box 69179 Riad 11 424, Saudi-Arabia] (hereinafter "NCBS"), participating and voting only for purposes of Agenda point 4 et seq.,

becoming the holder of two thousand five hundred (2,500) series A2 shares,

here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Riyadh, Saudi Arabia, on 28 January 2014.

The said proxies, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The parties 1., 2. and 3. (the “Existing Shareholders”) are all the shareholders of ECommerce Taxi Middle East S.à r.l. (the “Company”), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies’ Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 180.252 and incorporated pursuant to a deed of the notary Francis Kessler residing in Esch-sur-Alzette on 28 August 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2760 dated 5 November 2013. The articles of association were amended for the last time pursuant to a deed of the notary Henri Hellinckx residing in Luxembourg on 5 November 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Existing Shareholders representing the whole corporate capital and having waived any notice requirement, the general meeting of shareholders is regularly constituted and may validly deliberate on the following agenda whereby NCBS participates and votes for the purpose of Agenda point 4 et seqq. only:

Agenda

1. Decision to create one (1) additional class of shares, referred to as the series A2 shares (hereinafter “Series A2 Shares”), to hence have three (3) classes of shares in total and to convert the existing four thousand two hundred and fifty (4,250) series A shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each into four thousand two hundred and fifty (4,250) series A1 shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each, without cancellation of shares.

2. Acceptance of National Company for Business Solutions Ltd., a limited liability company existing under the laws of Saudi Arabia, registered under number 1010245968, having its registered office at PO Box 69179 Riad 11 424, Saudi-Arabia, as new shareholder of the Company.

3. Increase of the Company’s share capital by an amount of three thousand two hundred fifty euro (EUR 3,250) so as to raise it from its current amount of sixteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 16,750) up to twenty thousand euro (EUR 20,000) by issuing three thousand two hundred fifty (3,250) Series A2 Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each.

4. Subsequent amendment of article five (5) of the articles of association of the Company so that it shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at twenty thousand euro (EUR 20,000.00), represented by:

5.1.1 twelve thousand five hundred (12,500) common shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (the “Common Shares”),

5.1.2 four thousand two hundred and fifty (4,250) series A1 shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (the “Series A1 Shares”) and

5.1.3. three thousand two hundred fifty (3,250) Series A2 Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each (the “Series A2 Shares” and, together with the Series A1 Shares, also referred to as the “Preferred Shares”).

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these Articles, the Law, or any shareholders’ agreement.

5.2 The Company’s share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.”

5. Fully restatement of the articles of association of the Company so that they shall henceforth read as follows:

“A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name - Legal Form. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name ECommerce Taxi Middle East S.à r.l. (the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association (the “Articles”).

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The purpose of the Company is also (i) the acquisition by purchase, registration or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of intellectual and industrial property rights, (ii) the granting of license on such intellectual and industrial property rights, and (iii) the holding and the management of intellectual and industrial property rights.

2.5 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes, in view of its realisation by sale, exchange or otherwise.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

Art. 4. Registered Office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twenty thousand euro (EUR 20,000.00), represented by:

5.1.1 twelve thousand five hundred (12,500) common shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (the "Common Shares"),

5.1.2 four thousand two hundred and fifty (4,250) series A1 shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (the "Series A1 Shares") and

5.1.3. three thousand two hundred fifty (3,250) Series A2 Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each (the "Series A2 Shares" and, together with the Series A1 Shares, also referred to as the "Preferred Shares").

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these Articles, the Law, or any shareholders' agreement.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are and shall remain in registered form only.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

6.5 The Company may accept contributions without issuing shares or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more distributable reserves. Decisions as to the use of any such distributable reserves are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s), as the case may be, subject to the Law and these Articles.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital and subject to the provisions of any shareholders agreement between the shareholders, if any, in particular, any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights contained in any shareholders agreement between the shareholders. To the extent that such approval has been granted, an additional consent to the transfer of shares is not required:

7.4.1 in case of a sale, transfer, assignment or any other disposal of shares by any Investor to a company (x) which is directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common Control with (i) this Investor or (ii) by one or more direct or indirect shareholders of the respective Investor (each a “Controlled Company”), whereas “Control” or “Controlled” or “Controlling” shall mean the direct or indirect domination of the company by way of (a) managing the company as managing shareholder, (b) holding the majority of shares or (c) holding the majority of voting rights by means of a contractual voting pool, or (d) the unilateral ability to cause, directly or indirectly, the direction of the management and policies of a person, whether through the ownership of voting securities or otherwise, or (y) in which the respective Investor or one or more shareholders of such Investor has a direct or indirect majority shareholding;

7.4.2 in case of a transfer, assignment or any other disposal of shares (i) to a party acquiring shares under an equity based employee participation plan or (ii) to the Company and/or any Investor pursuant to a call-option under a vesting scheme;

7.5 To the extent a transfer, assignment or any other disposal of shares requires no additional consent of the shareholders’ meeting pursuant to article 7.4 above, no duties to offer for sale apply, nor do any rights of first refusal, rights of pre-emption or tag-along rights or drag-along rights in favour of other shareholders apply.

7.6 Any transfer, assignment or any other disposal shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer, assignment or any other disposal to, or upon the acceptance of the transfer, assignment or any other disposal by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.7 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by shareholders holding at least three quarters of the share capital (a “Super Majority”) (which, for these purposes, shall exclude the shares of the deceased shareholder). Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse or any other legal heir of the deceased shareholder.

Art. 8. Redemption of Shares.

8.1 The Company may redeem its own shares within the limits set by the Law. The voting rights of any of its shares held by the Company are suspended, for as long as they are held by the Company.

8.2 Shares of a shareholder may be redeemed without such shareholder’s consent, if:

8.2.1 insolvency proceedings are opened over the assets of the shareholder or the opening of insolvency proceedings is rejected for lack of assets;

8.2.2 the share of a shareholder is seized or enforcement proceedings are otherwise initiated against such share and such enforcement proceedings are not finally closed within two (2) months.

Upon receipt by such shareholder of the declaration of redemption sent by the board of managers, the shares shall automatically be redeemed without any further action being required. The present Articles together with the declaration of redemption constitute together a valid instrument in writing for the purposes of article 190 of the Law and the Company hereby acknowledges and accepts the transfer of the shares in such case and undertakes to register the transfer in its share register and to proceed with the relevant filings required by law.

8.3 If the share is held by several persons, it is sufficient that the ground for redemption exists with respect to one person; independently of this, several jointly entitled persons can only exercise the shareholders’ rights in a uniform way through one jointly entitled person to be appointed for this purpose without undue delay after the joint entitlement arises.

8.4 The board of managers may declare a redemption. The redemption declaration takes effect upon receipt of the declaration by the shareholder concerned and if a respective shareholders’ resolution is adopted (except in case of article 8.2 of these Articles, in which no declaration by the shareholder concerned and no respective shareholders’ resolution is required).

Art. 9. Compensation for Redemption.

9.1 Redemption is made against compensation.

9.2 The compensation consists of a total amount equal to the market value of the redeemed shares. The effective date is the date before the redemption resolution.

9.3 The compensation for redemption shall be due and payable immediately upon redemption of the shares.

9.4 The withdrawing shareholder shall not be entitled to request the Company to provide security for outstanding amounts including interest.

9.5 In the event of dispute regarding the amount of the payable redemption compensation this is to determine by an auditor as expert arbitrator who shall jointly be appointed by the shareholders. If no agreement is reached the expert arbitrator shall be selected by the President of the Tribunal d’Arrondissement upon request of a shareholder or of the

Company. The decision of the expert arbitrator shall be binding. The costs of the expert opinion shall be borne by the Company and the requesting shareholder in equal parts, the part allocated to such shareholder shall be set off with the redemption price and the redemption price shall be reduced accordingly. The shareholder shall bear the remaining costs in case the redemption price does not cover the costs allocated to the shareholder for the expert opinion.

Art. 10. Request of Assignment in lieu of Redemption.

10.1 The Company may decide that, in lieu of redemption, the shareholder concerned shall transfer the shares to a person named by the Company (including another shareholder of the Company), including also partial redemption or partial assignment of the share to the Company or to a person named by the Company.

10.2 This Article 10 applies with the proviso that the compensation, as provided for in Article 9 of these Articles, for the shares to be assigned is owed by the person acquiring the shares and that the Company shall be liable like a guarantor.

C. Decisions of the shareholders

Art. 11. Collective decisions of the shareholders.

11.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly re-served to it by law and by these Articles.

11.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

11.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

11.4 The shareholders' resolutions are passed in meetings. Unless mandatory law prescribes another form, they can also be passed outside meetings in writing (including e-mail or fax) or telephone voting if such procedure is requested by a shareholder and no other shareholder declares its dissent with the procedure within two (2) weeks towards the board of managers of the Company in written form. If no dissent is declared within the two (2) weeks pursuant to the foregoing sentence the votes of the shareholders which are not participating in the voting shall be deemed to be abstention from voting. Written resolutions must be signed by each shareholder and the written record must be sent to each shareholder without undue delay. Resolutions not passed in writing must be confirmed in writing. Such confirmation only has declaratory significance.

11.5 Unless a notarial record is made of shareholders' resolutions, a written record must be made of every resolution passed at shareholders' meetings (for purposes of proof, not as a precondition of validity) without undue delay, which must state the date and form of the resolution passed, the content of the resolution and the votes cast. The written record must be sent to each shareholder in writing without undue delay.

11.6 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these Articles. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 12. General meetings of shareholders.

12.1 Meetings of shareholders may be held at the registered office of the Company or at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting.

12.2 The shareholders' meeting is called by registered letter (registered personal delivery, registered delivery or registered letter with confirmation of receipt) to each shareholder, stating the place, date, time and agenda, with a period of notice of at least four (4) weeks for ordinary shareholders' meetings and at least two (2) weeks for extraordinary shareholders' meetings. The period of notice begins to run on the day following postage. The day of the shareholders' meeting is not counted in the calculation of the period of notice.

12.3 If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived convening requirements, the meeting may be held without prior notice.

12.4 Each shareholder is entitled to be accompanied or represented at the shareholders' meeting by another shareholder authorised by a written power of attorney or by a lawyer, tax advisor or auditor under a professional duty of confidentiality.

12.5 Unless a notarial record is made of the negotiations of the shareholders' meeting, a written record must be made concerning the course of the meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity), which must state the place and date of the meeting, the participants, the items on the agenda, the main content of the negotiations and the shareholders' resolutions. The written record must be signed by all shareholders present or represented in the shareholders' meeting (for purposes of proof, not as a precondition of validity). Each shareholder must be sent a copy of the written record.

Art. 13. Quorum and vote.

13.1 Each shareholder is entitled to as many votes as it holds shares.

13.2 A shareholders' meeting only constitutes a quorum if at least 50% of the share capital is represented. Save for a higher majority provided in these Articles or by Law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If there is no quorum, a new shareholders' meeting with the same agenda must be called without undue delay in compliance with article 12.2. This shareholders' meeting then shall constitute a quorum regardless of the share capital represented, if this was pointed out in the notice calling the meeting and the decisions shall be taken at the majority of the votes cast.

Art. 14. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 15. Amendments of Articles. Any amendment of these Articles requires the approval of (i) a majority in number of shareholders (ii) which also constitutes a Super Majority.

Art. 16. Shareholders' resolutions requiring specific majority.

16.1 Shareholders' Resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority:

16.1.1 disposition of all Company's assets or of a significant part of the Company's assets including the resolution with respect to the merger, separation, transformation, consolidation, winding up or liquidation of the Company;

16.1.2 distributions to the Company's shareholders from the Company's distributable reserve (account 115 of the standard chart of accountants "apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg);

16.1.3 transactions of the Company and its investment companies with affiliated legal entities and individuals. As such shall be deemed to be direct or indirect shareholders of the Company, affiliated companies pursuant to sections 15 et seqq. German Stock Corporation Act (Aktiengesetz) as well as relatives (section 15 German Tax Code (Abgabenordnung)) of direct or indirect shareholders as far as the latter - individually or jointly - hold, directly or indirectly, a majority interest. The consent requirement pursuant to this article 16.1.3 does not apply if the transaction is at arm's length;

16.1.4 conclusion of company participations (for the avoidance of doubt, other than by way of disposal of shares) of any kind including silent partnerships;

16.1.5 acquisition, disposition and/or licensing of rights of use of any kind with respect to intellectual property rights including copyrights or any other property rights as well as the passing on of know-how for the independent exploitation by the enterprise and/or a third party, as well as the grant or acquisition of licences, as well as the amendment of agreements with respect thereto, excluding, however, (i) such dispositions between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company and (ii) dispositions in the ordinary course of business.

16.2 Resolutions regarding the following subjects must be taken by a Super Majority and also requires the prior consent of the shareholders ECommerce Holding III S.à r.l. ("Holding"), iMENA Classifieds Ltd. ("iMENA"), and National Company for Business Solutions Ltd. ("NCBS" and, together with Holding and iMENA, jointly the "Investors"):

16.2.1 exclusion of subscription rights in case of capital increases;

16.2.2 appointment and removal of the managers of the Company;

16.2.3 approval of the annual plan, in particular the budget plan for each following year; and

16.2.4 acquisition of the Company's own shares, with the exception of acquisitions in accordance with article 8.2 and transfers in accordance with article 10.1 of these Articles.

16.3. Whenever the capital of the Company is divided into different classes of shares the specific rights and obligations attached to any class may be varied or abrogated with the unanimous consent in writing of the shareholders who hold all the issued shares of that class.

D. Board of managers and advisory board

Art. 17. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

17.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

17.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these Articles, a reference to the "board of managers" used in these Articles is to be construed as a reference to the "sole manager".

17.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or these Articles to the general meeting of shareholders.

Art. 18. Election, removal and term of office of managers.

18.1 Subject to article 16.2.2, the manager(s) shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration, if any, and term of office.

18.2 The managers shall be elected and may be removed from office at any time, with or without cause.

18.3 The general meeting of shareholders may decide to appoint managers of two (2) different classes, being class A managers and class B managers. Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant shareholders resolutions and the managers be identified with respect to the class they belong.

Art. 19. Vacancy in the office of a manager.

19.1 In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced manager by the remaining managers until the next meeting of shareholders which shall resolve on the permanent appointment, in compliance with the applicable legal provisions.

19.2 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole manager, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 20. Convening meetings of the board of managers.

20.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

20.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

20.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 21. Management.

21.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

21.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

21.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager (of the same class, if any) as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more (of the same class, if any) but not all of the other managers.

21.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

21.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers, including at least one manager of each class, if any.

21.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall not have a casting vote. In the event where the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) any resolutions of the board of managers may only be validly taken if approved by the majority of managers including at least one class A and one class B manager (which may be represented).

21.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

21.8 The managers shall require the prior consent of the advisory board for the legal transactions and measures specified below. No consent is required if such legal transactions and measures have been precisely defined and have in advance been approved by an adopted budget with the consent of the Investors:

21.8.1 formation, acquisition, closure or disposal of enterprises or partial-businesses;

21.8.2 amendment of these Articles, shareholder agreements and similar contracts as well as exercise (or waiver) of shareholders' rights in companies in which an interest is held;

21.8.3 acquisition, sale and encumbrance of real estate and similar rights or rights in real estate;

21.8.4 establishment, relocation and closure of branch establishments and places of business;

21.8.5 modification of the fields of business of the Company and the termination of existing and commencement of new fields of business;

21.8.6 assumption of sureties, guarantees or similar liabilities in excess of an amount of two hundred fifty thousand Euros (EUR 250,000.00) in aggregate;

21.8.7 granting of loans in excess of two hundred fifty thousand Euros (EUR 250,000.00) in the individual case, excluding, however, such loans between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;

21.8.8 conclusion and termination of credit and loan agreements and other financial agreements in excess of two hundred fifty thousand Euros (EUR 250,000.00) in the individual case and amendments to the credit framework and extraordinary repayments, excluding, however, such agreements between the Company and direct and indirect subsidiaries of the Company;

21.8.9 futures transactions concerning currencies, securities and exchange-traded goods and rights as well as other transactions with derivative financial instruments;

21.8.10 conclusion, amendment and dissolution of employment contracts providing for a remuneration in excess of three hundred thousand Euros (EUR 300,000) per year;

21.8.11 exercise of voting rights and other rights in a company in which the Company is a shareholder to the extent that this exercise would require the consent of the Investor Majority under these Articles if the Company was concerned, i.e. according to this article 21.8 or Article 16.

21.9 If the consent is required as aforesaid for the acquisition, sale or encumbrance of objects, the consent is also required for the contractual obligation relating thereto. The shareholders' meeting may by resolution determine further transactions and measures requiring the consent of the advisory board. The advisory board may give its consent also in advance for certain groups and kinds of transactions and measures.

21.10 Notwithstanding the above, the advisory board shall not have any decision-making powers nor shall it in any way operate or manage the affairs of the Company.

21.11 The shareholders may by shareholders' resolution adopt rules of procedure for the managers to be implemented by way of a board resolution.

Art. 22. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

22.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) under the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers. In the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A managers and class B managers) under the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation).

22.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 23. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of any two (2) managers; in the event the general meeting of shareholders has appointed different classes of managers (namely class A manager and class B manager), the Company will only be validly bound by the joint signature of at least one (1) class A manager and one (1) class B manager (including by way of representation) or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

Art. 24. Advisory board.

24.1 The Company shall have an advisory board. It shall consist of three (3) voting members. The shareholders' meeting may by way of a shareholders' resolution increase or decrease the number of voting members of the advisory board.

24.2 The shareholders' meeting shall only set and/or amend rules of procedure for the advisory board by way of a unanimous shareholders' resolution.

24.3 The voting members of the advisory board shall be nominated, withdrawn or replaced by each member's respective appointing shareholder by written notification towards the Company as follows:

24.3.1 Two (2) voting members of the advisory board shall be nominated by the shareholder Holding in its sole discretion; and

24.3.2 One (1) voting member of the advisory board shall be nominated by the shareholder iMENA in its sole discretion.

24.4 The advisory board shall have a chairman and a deputy chairman. One of the voting members nominated by Holding shall be the chairman of the advisory board. The rules of procedure of the advisory board may provide for further provisions in particular on the self-organisation of the advisory board. The advisory board shall adopt resolutions with the simple majority of votes cast in accordance with any rules of procedure of the advisory board. The advisory board shall hold meetings on a regular basis, at least once every calendar quarter.

24.5 The advisory board is not a supervisory board within the meaning of article 60bis-11 et seq. of the Law. Subject to these Articles, it has a consultative function and will not interfere in the management of the Company.

E. Audit and supervision

Art. 25. Auditor(s).

25.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) share-holders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

25.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

25.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

25.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

25.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 26. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 27. Annual accounts and allocation of profits.

27.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

27.2 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

27.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

27.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

27.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's annual net profits shall be used in accordance with the Law and these Articles.

27.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 28. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

28.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed shall be allocated where applicable and may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these Articles do not allow to be distributed.

28.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these Articles.

G. Liquidation

Art. 29. Liquidation. In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these Articles, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

H. Final clause - Governing law

Art. 30. Governing law.

30.1 All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law and any shareholders' agreement which may be entered into from time to time between the shareholders and the Company, and which may supplement certain provisions of these Articles. Where any matter contained in these Articles conflicts with the provisions of any shareholders' agreement, such shareholders' agreement shall prevail inter partes and to the extent permitted by Luxembourg law.

30.2 These Articles are worded in English followed by a German translation; in case of divergence between the English and the German text, the English version shall prevail."

Having duly considered each item on the agenda, the general meeting unanimously takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders decides to create one (1) additional class of shares, referred to as the series A2 shares (hereinafter “Series A2 Shares”), to hence have three (3) classes of shares in total and to convert the existing four thousand two hundred and fifty (4,250) series A shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each into four thousand two hundred and fifty (4,250) series A1 shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each, without cancellation of shares.

Second resolution

The general meeting of shareholders accepts National Company for Business Solutions Ltd., a limited liability company existing under the laws of Saudi Arabia, registered under number 1010245968, having its registered office at PO Box 69179 Riad 11 424, Saudi-Arabia, as new shareholder of the Company.

Third resolution

The general meeting of shareholders resolves to increase the share capital of the Company by an amount of three thousand two hundred fifty euro (EUR 3,250) so as to raise it from its current amount of sixteen thousand seven hundred fifty euro (EUR 16,750) up to twenty thousand euro (EUR 20,000) by issuing three thousand two hundred fifty (3,250) Series A2 Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each.

Subscription

Three thousand two hundred fifty (3,250) Series A2 Shares have been duly subscribed as follows:

- seven hundred fifty (750) Series A2 Shares have been duly subscribed by iMENA, prenamed, here represented as aforementioned, for the price of seven hundred fifty euro (EUR 750);
- two thousand five hundred (2,500) Series A2 Shares have been duly subscribed by NCBS, aforementioned, for the price of two thousand five hundred euro (EUR 2,500).

Payment

The three thousand two hundred fifty (3,250) Series A2 Shares subscribed by iMENA and NCBS, aforementioned, have been entirely paid up through a contribution in cash in an amount of three thousand two hundred fifty euro (EUR 3,250).

The proof of the existence and of the value of the above contribution has been produced to the undersigned notary.

The contribution in the amount of three thousand two hundred fifty euro (EUR 3,250) is entirely allocated to the share capital.

Fourth resolution

The general meeting of shareholders acknowledges that NCBS has now become the holder of the issued two thousand five hundred (2,500) Series A2 Shares.

As a consequence NCBS, entitled to vote and here represented by Ms Alix van der Wielen, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of the aforementioned proxy, joins the general meeting of shareholders for the purpose of the following resolutions.

The general meeting of shareholders resolves the amendment of article five (5) of the articles of association of the Company so that it shall now henceforth read as follows:

“ Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company’s share capital is set at twenty thousand euro (EUR 20,000.00), represented by:

5.1.1 twelve thousand five hundred (12,500) common shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (the “Common Shares”),

5.1.2 four thousand two hundred and fifty (4,250) series A1 shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.00) each (the “Series A1 Shares”) and

5.1.3. three thousand two hundred fifty (3,250) Series A2 Shares with a nominal value of one euro (EUR 1.00) each (the “Series A2 Shares” and, together with the Series A1 Shares, also referred to as the “Preferred Shares”).

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by these Articles, the Law, or any shareholders’ agreement.

5.2 The Company’s share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these Articles.”

Fifth resolution

Inter alia as a result of the foregoing, the general meeting of shareholders resolves to fully restate the articles of association of the Company which shall henceforth read as set out in the agenda of the present deed.

There being no further business, the meeting is closed.

Costs and expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at approximately EUR 3,500.-.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am vierzehnten Februar.

Vor uns, dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN:

1. ECommerce Holding III S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 177.438, mit Sitz in 7, avenue Pescatore, L-2324 Luxemburg,

Inhaber von zwölftausendvierhundertneunundneunzig (12.499) Stammanteilen,

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht, ausgestellt in Berlin am 29. Januar 2014 und in Luxemburg am 31. Januar 2014;

2. Bambino 53. V V UG (haftungsbeschränkt), eine Unternehmergesellschaft (haftungsbeschränkt) nach deutschem Recht, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Charlottenburg, Deutschland, unter der Nummer HRB 126893 B, mit Sitz in Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Deutschland,

Inhaber eines (1) Stammanteils,

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 29. Januar 2014, ausgestellt in Berlin;

3. iMENA Classifieds Ltd., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (limited liability company) nach dem Recht der Britischen Jungferninseln, eingetragen unter der Nummer 1726374, mit Sitz in Craigmuir Chambers, Road Town, Tortola, VG1110, Britische Jungferninseln („iMENA“),

Inhaber von viertausendzweihundertfünfzig (4.250) Anteilen der Serie A und zukünftiger Inhaber von siebenhundertfünfzig (750) Anteilen der Serie A2,

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 30. Januar 2014, ausgestellt in Amman, Jordanien; und

4. National Company for Business Solutions Ltd., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (limited liability company) nach dem Recht Saudi-Arabiens, eingetragen unter der Nummer 1010245968, mit Sitz in PO Box 69179 Riad 11 424, Saudi-Arabien („NCBS“), ausschließlich für die Punkte 4 ff. der Tagesordnung teilnahme- und stimmberechtigt,

zukünftiger Inhaber von zweitausendfünfhundert (2.500) Anteilen der Serie A2,

hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 28. Januar 2014, ausgestellt in Riyadh, Saudi-Arabien.

Besagte Vollmachten, welche von der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und dem Notar ne varietur paraphiert wurden, werden der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die Parteien 1, 2 und 3 (die „Bestehenden Gesellschafter“) sind alle Gesellschafter der ECommerce Taxi Middle East S.à r.l. (die „Gesellschaft“), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 7, avenue J.P. Pescatore, L-2324 Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 180.252, gegründet am 28. August 2013 gemäß einer Urkunde des Notars Francis Kessler, mit Amtssitz in Esch-sur-Alzette, welche am 5. November 2013 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2760 veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt am 5. November 2013 gemäß einer Urkunde des Notars Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, geändert, welche noch nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde.

Da die Bestehenden Gesellschafter das gesamte Gesellschaftskapital vertreten und auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet haben, ist die Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß zusammengekommen und kann wirksam über die folgende Tagesordnung verhandeln, wobei NCBS ausschließlich für die Punkte 4 ff. teilnahme- und stimmberechtigt ist:

Tagesordnung

1. Beschluss über die Schaffung einer (1) weiteren Klasse von Anteilen, die als Anteile der Serie A2 bezeichnet werden (die „Anteile der Serie A2“), wodurch nunmehr insgesamt drei (3) Anteilsklassen bestehen, und bezüglich der Umwandlung ohne Einziehung von Anteilen der bestehenden viertausendzweihundertfünfzig (4.250) Anteile der Serie A mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil in viertausendzweihundertfünfzig (4.250) Anteile der Serie A1 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

2. Aufnahme von National Company for Business Solutions Ltd., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (limited liability company) nach dem Recht Saudi-Arabiens, eingetragen unter der Nummer 1010245968, mit Sitz in PO Box 69179 Riad 11 424, Saudi-Arabien, als neuer Gesellschafter der Gesellschaft.

3. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von sechzehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 16.750) um einen Betrag von dreitausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 3.250) auf einen Betrag von zwanzigtausend Euro (EUR 20.000) durch die Ausgabe von dreitausendzweihundertfünfzig (3.250) Anteilen der Serie A2 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil.

4. Anschließende Änderung von Artikel fünf (5) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwanzigtausend Euro (EUR 20.000), bestehend aus:

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil (die „Stammanteile“),

5.1.2 viertausendzweihundertfünfzig (4.250) Anteilen der Serie A1 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil (die „Anteile der Serie A1“), und

5.1.3 dreitausendzweihundertfünfzig (3.250) Anteilen der Serie A2 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil (die „Anteile der Serie A2“, die gemeinschaftlich mit den Anteilen der Serie A1 auch als „Vorzugsanteile“ bezeichnet werden).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung, durch das Gesetz von 1915 oder eine Gesellschaftervereinbarung etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.“

5. Gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie folgt lautet:

„A. Name - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Name - Rechtsform. Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen ECommerce Taxi Middle East S.à r.l. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeglicher Art an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form der Investition, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie deren Übertragung durch Verkauf, Tausch oder in anderer Form und die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihrer Beteiligungen.

2.2 Die Gesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

2.3 Die Gesellschaft kann, außer im Wege eines öffentlichen Angebotes, in jeder Form Gelder aufbringen, insbesondere durch Aufnahme von Darlehen in jeglicher Form oder mittels Ausgabe aller Arten von Anleihen, Wertpapieren und Schuldtiteln, Schuldverschreibungen, Obligationen und generell jeglicher Form von Schuldscheinen bzw. Wertpapieren.

2.4 Der Zweck der Gesellschaft ist auch (i) der Erwerb durch Kauf, Eintragung oder in jeder anderen Form, sowie die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten, (ii) die Erteilung von Lizenzen bezüglich solchem geistigen Eigentum und solcher gewerblicher Schutzrechte, und (iii) das Innehaben und die Verwaltung von geistigem Eigentum und gewerblichen Schutzrechten.

2.5 Die Gesellschaft kann alle Tätigkeiten kaufmännischer, gewerblicher, industrieller und finanzieller Natur sowie solche, welche geistiges Eigentum oder Grundeigentum betreffen, vornehmen, die ihr zur Erreichung dieser Zwecke förderlich erscheinen, im Hinblick auf deren Verwertung durch Verkauf, Tausch oder auf sonstige Art.

Art. 3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft wird für unbegrenzte Dauer gegründet.

3.2 Sie kann jederzeit und ohne Begründung durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer verlegt werden. Durch einen Gesellschafterbeschluss, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

4.3 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

4.4 Sollte der Rat der Geschäftsführer entscheiden, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen aufgetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, welche die gewöhnlichen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz bis zur endgültigen Beendigung dieser außergewöhnlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwanzigtausend Euro (EUR 20.000), bestehend aus:

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil (die „Stammanteile“),

5.1.2 viertausendzweihundertfünfzig (4.250) Anteilen der Serie A1 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil (die „Anteile der Serie A1“), und

5.1.3 dreitausendzweihundertfünfzig (3.250) Anteilen der Serie A2 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil (die „Anteile der Serie A2“, die gemeinschaftlich mit den Anteilen der Serie A1 auch als „Vorzugsanteile“ bezeichnet werden).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung, durch das Gesetz von 1915 oder eine Gesellschaftervereinbarung etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 6. Anteile.

6.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft ist in Anteile mit jeweils dem gleichen Nominalwert aufgeteilt.

6.2 Die Anteile der Gesellschaft sind und bleiben ausschließlich Namensanteile.

6.3 Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei deren Anzahl vierzig (40) nicht überschreiten darf.

6.4 Die Gesellschaft wird weder durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, die Insolvenz oder ein vergleichbares, einen Gesellschafter betreffendes Ereignis, aufgelöst.

6.5 Die Gesellschaft kann Einlagen ohne Ausgabe von Anteilen oder anderen Sicherheiten als Gegenleistung annehmen und diese einer oder mehreren ausschüttbaren Rücklagen zuführen. Entscheidungen bezüglich der Verwendung solcher ausschüttbarer Rücklagen werden gegebenenfalls von dem(den) Gesellschafter(n) oder Geschäftsführer(n) unter Berücksichtigung des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung getroffen.

Art. 7. Anteilsregister - Übertragung von Anteilen.

7.1 Am Sitz der Gesellschaft wird ein Anteilsregister geführt, welches von jedem Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Anteilsregister enthält alle vom Gesetz von 1915 vorgeschriebenen Informationen. Auf Ersuchen und auf Kosten des betreffenden Gesellschafters kann die Gesellschaft Zertifikate über die Eintragung ausgeben.

7.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Anteil an. Sofern ein Anteil von mehreren Personen gehalten wird, müssen diese eine einzelne Person benennen, welche sie im Verhältnis zur Gesellschaft vertritt. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte im Zusammenhang mit einem derartigen Anteil auszusetzen, bis eine Person als Vertreter der Inhaber gegenüber der Gesellschaft bezeichnet worden ist.

7.3 Die Anteile sind zwischen den Gesellschaftern frei übertragbar.

7.4 Inter vivos dürfen die Anteile neuen Gesellschaftern nur vorbehaltlich der Zustimmung von Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals halten und vorbehaltlich der Bestimmungen von Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern, sofern vorhanden, insbesondere vorbehaltlich Vorkaufsrechten, Bezugsrechten oder Mitverkaufsrechten- oder Pflichten aus Gesellschaftervereinbarungen zwischen den Gesellschaftern übertragen werden. Sofern eine solche Zustimmung erteilt wurde, ist eine weitere Einwilligung zur Übertragung von Anteilen nicht erforderlich:

7.4.1 bei einem Verkauf, einer Übertragung, einer Abtretung oder einer anderen Veräußerung von Anteilen durch einen Investor an eine Gesellschaft, (x) welche direkt oder indirekt (i) diesen Investor oder (ii) einen oder mehrere direkte oder indirekte Gesellschafter des betreffenden Investors (jeweils eine „Kontrollierte Gesellschaft“) Kontrolliert, von

diesem Kontrolliert wird, oder unter der gemeinsamen Kontrolle von diesem steht, wobei die Worte „Kontrolle“ oder „Kontrolliert“ oder „Kontrolliert Werden“ die direkte oder indirekte Beherrschung der Gesellschaft bezeichnet, durch (a) die Leitung der Gesellschaft durch einen geschäftsführenden Gesellschafter, (b) das Halten der Mehrheit der Anteile oder (c) das Halten der Mehrheit der Stimmrechte durch eine vertragliche Stimmvereinbarung, oder (d) die einseitige Fähigkeit, direkt oder indirekt die Leitung der Geschäftsführung und Handlungsweisen einer Person, entweder durch das Halten stimmberechtigter Wertpapiere oder anderweitig, zu beeinflussen, oder (y) in welcher der betreffende Investor oder einer oder mehrere Gesellschafter dieses Investors eine direkte oder indirekte Mehrheitsbeteiligung haben;

7.4.2 bei einer Übertragung, einer Abtretung oder einer Veräußerung von Anteilen (i) an einen Dritten, welcher Anteile unter einem anteilsbasierten Mitarbeiterbeteiligungsplans erwirbt, oder (ii) an die Gesellschaft und/oder einen beliebigen Investor gemäß einer Call-Option im Zusammenhang mit einer Vesting-Regelung.

7.5 Sofern eine Übertragung, Abtretung oder eine andere Veräußerung von Anteilen gemäß Artikel 7.4 keiner zusätzlichen Zustimmung der Gesellschafterversammlung bedarf, gelten weder Verpflichtungen zu Verkaufsangeboten, noch Vorkaufsrechte, Bezugsrechte oder Mitverkaufsrechte oder Pflichten zugunsten anderer Gesellschafter.

7.6 Eine Übertragung, Abtretung oder andere Veräußerung wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten gemäß Artikel 1690 des Code Civil wirksam, nachdem die Gesellschaft von der Übertragung, Abtretung oder anderen Veräußerung in Kenntnis gesetzt wurde oder der Übertragung, Abtretung oder anderen Veräußerung zugestimmt hat.

7.7 Im Todesfall dürfen die Anteile des verstorbenen Gesellschafters nur an neue Gesellschafter übertragen werden, wenn Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals halten, einer solchen Übertragung zustimmen (eine „Qualifizierte Mehrheit“) (wobei die Anteile des verstorbenen Gesellschafters für diese Zwecke nicht berücksichtigt werden). Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an Eltern, Nachkommen oder den/die überlebende/n Ehepartner/in oder jeden anderen gesetzlichen Erben des verstorbenen Gesellschafters übertragen werden.

Art. 8. Rückkauf von Anteilen.

8.1 Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile innerhalb der Grenzen des Gesetzes von 1915 zurückkaufen. Die Stimmrechte der von der Gesellschaft gehaltenen Anteile werden so lange ausgesetzt, wie die Anteile von der Gesellschaft gehalten werden.

8.2 Anteile eines Gesellschafters können ohne Zustimmung eines solchen zurückgekauft werden, wenn:

8.2.1 ein Insolvenzverfahren über das Vermögen des Gesellschafters eröffnet wird oder die Eröffnung eines Insolvenzverfahrens mangels Masse abgelehnt wird;

8.2.2 der Anteil des Gesellschafters gepfändet wurde oder Vollstreckungsverfahren anderweitig gegen diesen Anteil eingeleitet wurden und diese Verfahren nicht innerhalb von zwei (2) Monaten vollständig eingestellt sind.

Mit Erhalt durch den Gesellschafter der vom Rat der Geschäftsführer gesendeten Rückkaufserklärung sind die Anteile automatisch zurückgekauft, ohne dass es einer weiteren Handlung bedarf. Die vorliegende Satzung stellt gemeinsam mit der Rückkaufserklärung ein gültiges Dokument im Sinne des Artikels 190 des Gesetzes von 1915 dar und die Gesellschaft bestätigt hiermit die Kenntnisnahme der Übertragung der Anteile, akzeptiert diese und verpflichtet sich zur Eintragung dieser Übertragung in ihrem Anteilsregister und zur entsprechenden gesetzlich geforderten Hinterlegung für diesen Fall.

8.3 Wird der Anteil von mehreren Personen gehalten, ist das Vorliegen eines Grundes zum Rückkauf in Bezug auf eine Person ausreichend; unabhängig davon können mehrere gemeinschaftlich berechnigte Personen die Gesellschafterrechte nur dann und einheitlich ausüben, wenn eine der gemeinschaftlich berechtigten Personen unverzüglich nach Eintritt der gemeinschaftlichen Berechnigung zu diesem Zwecke ernannt wird.

8.4 Ein Rückkauf kann durch den Rat der Geschäftsführer erklärt werden. Die Rückkaufserklärung wird wirksam, sobald der betreffende Gesellschafter die Erklärung erhält und ein entsprechender Gesellschafterbeschluss gefasst wird (außer im Falle von Artikel 8.2 dieser Satzung, in welchem keine Erklärung des Gesellschafters und kein entsprechender Gesellschafterbeschluss erforderlich sind).

Art. 9. Ausgleichszahlung für den Rückkauf.

9.1 Der Rückkauf erfolgt gegen eine Ausgleichszahlung.

9.2 Die Ausgleichszahlung besteht aus einem Gesamtbetrag, welcher dem Marktwert der zurückgekauften Anteile entspricht. Als Stichtag gilt der Tag vor dem Rückkaufbeschluss.

9.3 Die Ausgleichszahlung für den Rückkauf ist unmittelbar mit dem Rückkauf der Anteile fällig und zahlbar.

9.4 Der ausscheidende Gesellschafter ist nicht dazu befugt, von der Gesellschaft Sicherheiten für ausstehende Beträge zuzüglich Zinsen zu verlangen.

9.5 Bei Streitigkeiten hinsichtlich des Betrags der zu zahlenden Ausgleichszahlung ist dieser Betrag von einem Wirtschaftsprüfer in der Eigenschaft als Schiedsgutachter, der von den Gesellschaftern gemeinschaftlich ernannt wird, festzulegen. Wird über die Ernennung des Schiedsgutachters keine Einigung erzielt, so wird dieser auf Ersuchen eines Gesellschafters oder der Gesellschaft vom Vorsitzenden des Bezirksgerichts (Tribunal d'Arrondissement) bestimmt. Die Entscheidung des Schiedsgutachters ist bindend. Die Kosten für das Gutachten werden von der Gesellschaft und dem betreffenden Gesellschafter zu gleichen Teilen getragen, wobei der vom Gesellschafter zu tragende Teil mit dem Rückkaufspreis verrechnet und der Rückkaufspreis dementsprechend herabgesetzt wird. Der Gesellschafter hat die übrigen Kosten zu tragen, sofern der Rückkaufspreis die dem Gesellschafter zugewiesenen Kosten für das Gutachten nicht deckt.

Art. 10. Abtretung anstelle von Rückkauf.

10.1 Die Gesellschaft kann entscheiden, dass der betreffende Gesellschafter anstelle des Rückkaufs die Anteile an eine von der Gesellschaft benannte Person (einschließlich eines anderen Gesellschafters) zu übertragen hat, auch im Falle eines Teilrückkaufs oder einer Teilabtretung der Anteile an die Gesellschaft oder an eine von der Gesellschaft benannte Person.

10.2 Der vorliegende Artikel 10 gilt mit der Maßgabe, dass, wie in Artikel 9 dieser Satzung vorgesehen, die Ausgleichszahlung für die abzutretenden Anteile durch die die Anteile erwerbende Person geschuldet ist und dass die Gesellschaft als Garant haftet.

C. Entscheidungen der Gesellschafter

Art. 11. Gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter.

11.1 Die Gesellschafterversammlung ist mit allen Rechten ausgestattet, welche ihr durch das Gesetz und diese Satzung ausdrücklich vorbehalten sind.

11.2 Jeder Gesellschafter darf unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinsamen Entscheidungen teilnehmen.

11.3 Falls und solange die Gesellschaft nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, dürfen gemeinsame Entscheidungen, welche ansonsten der Gesellschafterversammlung vorbehalten wären, schriftlich gefasst werden. In diesem Fall erhält jeder Gesellschafter den Text der zu fassenden Beschlüsse oder Entscheidungen in ausformulierter Form und übt sein Stimmrecht schriftlich aus.

11.4 Gesellschafterbeschlüsse werden in Versammlungen gefasst. Sofern nicht zwingende gesetzliche Vorschriften eine andere Form vorschreiben, können sie auch außerhalb von Versammlungen in schriftlicher Form (einschließlich E-Mail oder Fax) oder durch telefonische Abstimmung gefasst werden, sofern ein solches Verfahren von einem Gesellschafter ersucht wird und kein anderer Gesellschafter innerhalb von zwei (2) Wochen in schriftlicher Form Widerspruch gegen dieses Verfahren gegenüber dem Rat der Geschäftsführer der Gesellschaft einlegt. Wird innerhalb von zwei (2) Wochen kein Widerspruch gemäß des vorstehenden Satzes eingelegt, so werden die Stimmen der nicht an der Abstimmung teilnehmenden Gesellschafter als Enthaltungen gewertet. Schriftliche Beschlüsse sind von jedem Gesellschafter zu unterzeichnen und die Niederschrift ist jedem Gesellschafter unverzüglich zuzusenden. Beschlüsse, welche nicht in schriftlicher Form gefasst werden, sind schriftlich zu bestätigen. Eine solche Bestätigung hat ausschließlich feststellende Bedeutung.

11.5 Von jedem Beschluss, der in Gesellschafterversammlungen gefasst wurde, ist unverzüglich eine Niederschrift anzufertigen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit), die das Datum und die Form des gefassten Beschlusses, den Inhalt des Beschlusses und die abgegebenen Stimmen zu enthalten hat, es sei denn, die Gesellschafterbeschlüsse wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift muss jedem Gesellschafter unverzüglich in schriftlicher Form zugesendet werden.

11.6 Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung nach den Vorschriften des Abschnitts XII des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung aus. In diesem Fall ist jede Bezugnahme auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung als Bezugnahme auf den Alleingesellschafter, je nach Zusammenhang und soweit anwendbar, zu verstehen und die Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom Alleingesellschafter ausgeübt.

Art. 12. Gesellschafterversammlung.

12.1 Gesellschafterversammlungen finden am Sitz der Gesellschaft oder an einem Ort und zu einer Zeit statt, welche in der entsprechenden Einladung genauer bestimmt werden.

12.2 Die Gesellschafterversammlung wird mittels Einschreiben (Zustellung zu eigenen Händen, Einschreiben oder Einschreiben mit Rückschein) an jeden Gesellschafter einberufen und beinhaltet den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung, wobei bei ordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens vier (4) Wochen und bei außerordentlichen Gesellschafterversammlungen eine Ankündigungsfrist von mindestens zwei (2) Wochen einzuhalten ist. Die Ankündigungsfrist beginnt am Tag nach dem Versand. Der Tag der Gesellschafterversammlung wird bei der Berechnung der Ankündigungsfrist nicht berücksichtigt.

12.3 Falls alle Gesellschafter in einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind und auf Einladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Versammlung auch ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden.

12.4 Jeder Gesellschafter ist dazu berechtigt, bei der Gesellschafterversammlung von einem anderen durch eine schriftliche Vollmacht dazu berechtigten Gesellschafter oder von einem Anwalt, Steuerberater oder Wirtschaftsprüfer unter der Berufsverschwiegenheitspflicht begleitet oder vertreten zu werden.

12.5 Eine Niederschrift hinsichtlich des Ablaufs der Versammlung ist (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit) anzufertigen und hat den Ort und das Datum der Versammlung, die Teilnehmer, die Tagesordnungspunkte, den Hauptinhalt der Verhandlungen und die Gesellschafterbeschlüsse zu beinhalten, es sei denn, die Verhandlungen der Gesellschafterversammlung wurden notariell beurkundet. Die Niederschrift ist von allen bei der Gesellschafterversammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschaftern zu unterzeichnen (als Nachweis, nicht als Voraussetzung für die Wirksamkeit). Jedem Gesellschafter ist eine Kopie der Niederschrift zuzusenden.

Art. 13. Quorum und Abstimmung.

13.1 Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Anteile hält.

13.2 Eine Gesellschafterversammlung ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens 50% des Gesellschaftskapitals vertreten sind. Vorbehaltlich anderer Regelungen dieser Satzung oder des Gesetzes von 1915, die ein höheres Mehrheitsverhältnis vorsehen, bedürfen gemeinsame Entscheidungen der Gesellschafter der Zustimmung von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals innehaben. Bei Beschlussunfähigkeit ist unverzüglich im Einklang mit Artikel 12.2 eine neue Gesellschafterversammlung mit derselben Tagesordnung einzuberufen. Diese Gesellschafterversammlung ist dann unabhängig von dem vertretenen Gesellschaftskapital beschlussfähig, sofern darauf in der die Versammlung einberufenden Ladung hingewiesen wurde und Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

Art. 14. Änderung der Nationalität. Die Gesellschafter können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern.

Art. 15. Änderung der Satzung. Eine Änderung dieser Satzung erfordert die Zustimmung (i) einer zahlenmäßigen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die gleichzeitig eine Qualifizierte Mehrheit darstellt.

Art. 16. Beschlüsse, die eine bestimmte Mehrheit erfordern.

16.1 Gesellschafterbeschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit:

16.1.1 Veräußerung des gesamten Gesellschaftsvermögens oder eines beträchtlichen Anteils des Gesellschaftsvermögens einschließlich des Beschlusses hinsichtlich der Verschmelzung, Ausgliederung, Umwandlung, Konsolidierung, Auflösung oder Abwicklung der Gesellschaft;

16.1.2 Ausschüttungen aus der ausschüttbaren Rücklage der Gesellschaft an die Gesellschafter der Gesellschaft (Konto 115 des Standardisierten Kontenplans „apport en capitaux propres non rémunérés par des titres“ nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg);

16.1.3 Transaktionen der Gesellschaft und ihrer Investoren mit verbundenen juristischen und natürlichen Personen. Als direkte oder indirekte Gesellschafter der Gesellschaft werden diesbezüglich verbundene Gesellschaften gemäß §§ 15 ff. des deutschen Aktiengesetzes (AktG) sowie Angehörige (Abschnitt 15 der deutschen Abgabenordnung) direkter oder indirekter Gesellschafter angesehen, sofern letztere - einzeln oder gemeinsam - direkt oder indirekt eine Mehrheitsbeteiligung halten. Die Zustimmungsverpflichtung gemäß des vorliegenden Artikels 16.1.3 ist nicht anwendbar, wenn die Transaktion marktüblichen Bedingungen unterliegt;

16.1.4 Abschluss von Unternehmensbeteiligungen (um Zweifel auszuschließen, nicht durch die Veräußerung von Anteilen) jeglicher Art einschließlich stiller Beteiligungen;

16.1.5 Erwerb, Verfügung und/oder Lizenzierung von Nutzungsrechten jeglicher Art hinsichtlich der Rechte an geistigem Eigentum, einschließlich Urheberrechte oder sämtliche weiteren Schutzrechte sowie die Weitergabe von Know-how zur eigenen Verwertung durch die Firma und/oder Drittparteien, sowie die Erteilung oder der Erwerb von Lizenzen und die Abänderung diesbezüglicher Verträge, jedoch unter Ausschluss von (i) Verfügungen zwischen der Gesellschaft und direkten und indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft und (ii) Verfügungen innerhalb des gewöhnlichen Geschäftsgangs.

16.2 Beschlüsse hinsichtlich der folgenden Angelegenheiten erfordern eine Qualifizierte Mehrheit und die vorherige Zustimmung der Gesellschafter ECommerce Holding III S.à r.l. („Holding“), iMENA Classifieds Ltd. („iMENA“) und National Company for Business Solutions Ltd. („NCBS“, und gemeinschaftlich mit Holding und iMENA die „Investoren“):

16.2.1 Ausschluss von Bezugsrechten im Falle von Kapitalerhöhungen;

16.2.2 Ernennung und Abberufung der Geschäftsführer der Gesellschaft;

16.2.3 Genehmigung des Jahresplans, insbesondere des Haushaltsplans für jedes folgende Jahr; und 16.2.4 Erwerb eigener Anteile der Gesellschaft, mit Ausnahme der Erwerbe gemäß Artikel 8.2 und Übertragungen gemäß Artikel 10.1 dieser Satzung.

16.3 Ist das Gesellschaftskapital in verschiedene Anteilsklassen unterteilt, so können die spezifischen Rechte und Pflichten im Zusammenhang mit einer Anteilsklasse mit der einstimmigen und schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter, die alle ausgegebenen Anteile dieser Anteilsklasse halten, verändert oder aufgehoben werden.

D. Rat der Geschäftsführer und Beirat

Art. 17. Befugnisse des alleinigen Geschäftsführers - Zusammensetzung und Befugnisse des Rates der Geschäftsführer.

17.1 Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet. Falls die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, bilden diese einen Rat der Geschäftsführer.

17.2 Falls die Gesellschaft von einem einzelnen Geschäftsführer geleitet wird und soweit der Begriff „alleiniger Geschäftsführer“ nicht ausdrücklich in dieser Satzung verwendet wird, ist jeder Verweis in dieser Satzung auf den „Rat der Geschäftsführer“ als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ auszulegen.

17.3 Der Rat der Geschäftsführer verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung vorbehaltenen Befugnisse.

Art. 18. Ernennung, Abberufung und Amtszeit von Geschäftsführern.

18.1 Vorbehaltlich des Artikels 16.2.2 werden der bzw. die Geschäftsführer durch die Gesellschafterversammlung ernannt, welche ihre Bezüge, sofern vorgesehen, und ihre Amtszeit festlegt.

18.2 Geschäftsführer können jederzeit und ohne Grund ernannt oder abberufen werden.

18.3 Die Gesellschafterversammlung kann die Ernennung von Geschäftsführern zwei (2) unterschiedlicher Kategorien beschließen, nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B. Eine solche Klassifizierung der Geschäftsführer muss ordnungsgemäß in der Niederschrift des betreffenden Gesellschafterbeschlusses festgehalten und die Geschäftsführer der Kategorie, der sie angehören, zugeordnet werden.

Art. 19. Vakanz einer Geschäftsführerstelle.

19.1 Scheidet ein Geschäftsführer durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Rücktritt oder aus einem anderem Grund aus seinem Amt aus, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Geschäftsführer vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit des ersetzten Geschäftsführers nicht überschreitenden Zeitraum bis zur nächsten Gesellschafterversammlung ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Ernennung entscheidet.

19.2 Für den Fall, dass der alleinige Geschäftsführer aus seinem Amt ausscheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Gesellschafterversammlung neu besetzt werden.

Art. 20. Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer.

20.1 Der Rat der Geschäftsführer versammelt sich auf Einberufung durch einen Geschäftsführer. Die Sitzungen des Rates der Geschäftsführer finden, soweit in der Einladung nichts anderes bestimmt ist, am Sitz der Gesellschaft statt.

20.2 Die Geschäftsführer werden mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Zeitpunkt zu jeder Sitzung des Rates der Geschäftsführer schriftlich geladen, außer in dringenden Fällen, wobei die Gründe der Dringlichkeit in der Einladung zu bezeichnen sind. Eine solche Einladung kann unterbleiben, falls alle Geschäftsführer per Post, Fax, E-Mail oder mittels eines vergleichbaren Kommunikationsmittels ihre Zustimmung abgegeben haben, wobei eine Kopie eines solchen Dokuments ein hinreichender Nachweis ist. Eine Einladung zu Sitzungen des Rates der Geschäftsführer ist nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort in einem vorausgehenden Beschluss des Rates der Geschäftsführer bestimmt worden sind, welcher allen Geschäftsführern übermittelt wurde.

20.3 Eine Einladung ist nicht erforderlich, wenn alle Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind und diese alle Einladungsvoraussetzungen abbedingen oder im Fall von schriftlichen Umlaufbeschlüssen, wenn alle Mitglieder des Rates der Geschäftsführer diesen zustimmen und diese unterzeichnen.

Art. 21. Geschäftsführung.

21.1 Der Rat der Geschäftsführer kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden auswählen. Der Rat der Geschäftsführer kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht notwendigerweise selbst ein Geschäftsführer sein muss und der für die Protokollführung der Sitzungen des Rates der Geschäftsführer verantwortlich ist.

21.2 Sitzungen des Rates der Geschäftsführer werden, falls vorhanden, durch den Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer geleitet. In dessen Abwesenheit kann der Rat der Geschäftsführer einen anderen Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Mitglieder als Vorsitzenden pro tempore ernennen.

21.3 Jeder Geschäftsführer kann an einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmen, indem er einen anderen Geschäftsführer (derselben Kategorie, sofern vorhanden) schriftlich oder durch Faxschreiben, per E-Mail oder durch ein anderes vergleichbares Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein Geschäftsführer kann einen oder mehrere (derselben Kategorie, sofern vorhanden), aber nicht alle anderen Geschäftsführer vertreten.

21.4 Eine Sitzung des Rates der Geschäftsführer kann auch mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel abgehalten werden, welches es allen Teilnehmern ermöglicht, einander durchgängig zu hören und tatsächlich an der Sitzung teilzunehmen. Eine Teilnahme an einer Sitzung durch solche Kommunikationsmittel ist gleichbedeutend mit einer persönlichen Teilnahme an einer solchen Sitzung und die Sitzung gilt als am Sitz der Gesellschaft abgehalten.

21.5 Der Rat der Geschäftsführer kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn zumindest eine Mehrheit der Geschäftsführer, einschließlich mindestens eines Geschäftsführers jeder Kategorie, sofern vorhanden, in einer Sitzung anwesend oder vertreten ist.

21.6 Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen der an der Sitzung des Rates der Geschäftsführer teilnehmenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst. Der Vorsitzende des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, hat im Falle von Stimmgleichheit nicht die entscheidende Stimme. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), werden Beschlüsse des Rates der Geschäftsführer nur dann wirksam gefasst, wenn sie von der Mehrheit der Geschäftsführer einschließlich mindestens eines Geschäftsführers der Kategorie A und eines Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter) gefasst werden.

21.7 Der Rat der Geschäftsführer kann einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren mittels schriftlicher Zustimmung, per Faxschreiben, oder per E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel fassen. Jeder Geschäftsführer kann seine Zustimmung getrennt erteilen, wobei die Gesamtheit aller schriftlichen Zustimmungen die Annahme des betreffenden Beschlusses nachweist. Das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum eines derart gefassten Beschlusses.

21.8 Die Geschäftsführer benötigen die vorherige Zustimmung des Beirats für die unten genannten Rechtsgeschäfte und Maßnahmen der Gesellschaft. Eine Zustimmung ist nicht erforderlich, sofern solche Rechtsgeschäfte und Maßnahmen präzise definiert und im Voraus von einem bewilligten Haushaltsplan mit der Zustimmung der Investoren genehmigt wurden:

21.8.1 Gründung, Erwerb, Schließung oder Veräußerung von Unternehmen oder Teilbetrieben;

21.8.2 Änderung dieser Satzung, Gesellschaftervereinbarungen und ähnlicher Verträge sowie die Ausübung (oder der Ausschluss) von Gesellschafterrechten bei Gesellschaften, in denen eine Beteiligung gehalten wird;

21.8.3 Erwerb, Verkauf und Belastung von Immobilien und ähnlicher Rechte oder Rechte an Immobilien;

21.8.4 Gründung, Verlegung und Schließung von Filialen und Niederlassungen;

21.8.5 Änderung der Geschäftsbereiche der Gesellschaft und Aufgabe bestehender und Aufnahme neuer Geschäftsbereiche;

21.8.6 Übernahme von Bürgschaften, Garantien oder ähnlichen Verpflichtungen, die einen Gesamtbetrag von zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 250.000) überschreiten;

21.8.7 Gewährung von Darlehen, die, im Einzelfall, einen Gesamtbetrag von zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 250.000) überschreiten, allerdings unter Ausschluss von Darlehen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

21.8.8 Abschluss und Kündigung von Kredit- und Darlehensverträgen und anderen Finanzverträgen, die, im Einzelfall, einen Gesamtbetrag von zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 250.000) überschreiten und Änderungen des Kreditrahmens und außerordentliche Rückzahlungen, allerdings unter Ausschluss von Verträgen zwischen der Gesellschaft und direkten oder indirekten Tochtergesellschaften der Gesellschaft;

21.8.9 Termingeschäfte über Devisen, Sicherheiten und börsengehandelte Waren und Rechte sowie weitere Transaktionen mit derivativen Finanzinstrumenten;

21.8.10 Abschluss, Änderung oder Auflösung von Arbeitsverträgen, die eine Vergütung von dreihunderttausend Euro (EUR 300.000) pro Jahr überschreiten;

21.8.11 Ausübung von Stimmrechten und anderen Rechten in einer Gesellschaft, deren Gesellschafter die Gesellschaft ist, sofern diese Ausübung die Zustimmung der Mehrheit der Investoren nach dieser Satzung erfordert, d.h. gemäß dieses Artikels 21.8 oder Artikels 16.

21.9 Ist die Zustimmung zum Erwerb, zum Verkauf und zur Belastung von Objekten wie oben beschrieben erforderlich, so ist die Zustimmung ebenfalls für die damit verbundenen vertraglichen Verpflichtungen erforderlich. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Beschluss weitere Transaktionen und Maßnahmen bestimmen, die die Zustimmung des Beirats erfordern. Der Beirat kann seine Zustimmung für bestimmte Gruppen und Arten von Transaktionen und Maßnahmen auch im Voraus erteilen.

21.10 Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen hat der Beirat weder Entscheidungsbefugnisse, noch kann er in irgendeiner Weise in Geschäfte der Gesellschaft einwirken oder diese leiten.

21.11 Die Gesellschafter können durch einen Gesellschafterbeschluss eine Geschäftsordnung für die Geschäftsführer beschließen, welche durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer umgesetzt wird.

Art. 22. Protokoll von Sitzungen des Rates der Geschäftsführer - Protokoll der Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers.

22.1 Das Protokoll einer Sitzung des Rates der Geschäftsführer wird vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden oder, im Falle seiner Abwesenheit, vom Vorsitzenden pro tempore und dem Schriftführer (falls vorhanden), oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter). Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden des Rates der Geschäftsführer, falls vorhanden, oder von zwei (2) beliebigen Geschäftsführern unterzeichnet. Sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), durch gemeinsame Unterschrift eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B (oder deren Vertreter).

22.2 Die Entscheidungen des alleinigen Geschäftsführers werden in ein Protokoll aufgenommen, welches vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Kopien oder Auszüge solcher Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren oder auf sonstige Weise vorgelegt werden können, werden vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet.

Art. 23. Verpflichtung der Gesellschaft gegenüber Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen (i) durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder, für den Fall, dass die Gesellschaft mehrere Geschäftsführer hat, durch die gemeinsamen Unterschriften zwei (2) beliebiger Geschäftsführer wirksam verpflichtet; sofern die Gesellschafterversammlung unterschiedliche Kategorien von Geschäftsführern ernannt hat (nämlich Geschäftsführer der Kategorie A und Geschäftsführer der Kategorie B), wird die Gesellschaft nur durch die gemeinsamen Unterschriften mindestens eines (1) Geschäftsführers der Kategorie A und eines (1) Geschäftsführers der Kategorie B

(oder deren Vertreter), oder (ii) durch die gemeinsamen Unterschriften oder die alleinige Unterschrift jedweder Person (en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet.

Art. 24. Beirat.

24.1 Die Gesellschaft hat einen Beirat. Dieser besteht aus drei (3) stimmberechtigten Mitgliedern. Die Gesellschafterversammlung kann durch einen Gesellschafterbeschluss die Anzahl der stimmberechtigten Mitglieder des Beirats erhöhen oder herabsetzen.

24.2 Die Gesellschafterversammlung kann die Geschäftsordnung des Beirats nur durch einen einstimmigen Gesellschafterbeschluss festlegen und/oder verändern.

24.3 Die stimmberechtigten Mitglieder des Beirats werden von dem ernennenden Gesellschafter jedes entsprechenden Mitglieds durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft wie folgt ernannt, abberufen oder ersetzt:

24.3.1 Zwei (2) stimmberechtigte Mitglieder des Beirats werden von dem Gesellschafter Holding nach eigenem Ermessen ernannt; und 24.3.2 Ein (1) stimmberechtigtes Mitglied des Beirats wird von dem Gesellschafter iMENA nach eigenem Ermessen ernannt.

24.4 Der Beirat hat einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Eines der von der Holding ernannten stimmberechtigten Mitglieder ist der Vorsitzende des Beirats. Die Geschäftsordnung des Beirats hat weitere Bestimmungen, insbesondere hinsichtlich der Selbstorganisation des Beirats, zu enthalten. Im Einklang mit der Geschäftsordnung des Beirats fasst dieser Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen. Der Beirat hält regelmäßig Sitzungen ab, mindestens einmal pro Kalenderquartal.

24.5 Der Beirat ist kein Aufsichtsrat im Sinne des Artikels 60bis-11 ff. des Gesetzes von 1915. Vorbehaltlich dieser Satzung hat der Beirat eine beratende Funktion und wird nicht in die Geschäftsführung der Gesellschaft eingreifen.

E. Aufsicht und Prüfung der Gesellschaft

Art. 25. Rechnungsprüfer/Wirtschaftsprüfer.

25.1 Falls und solange die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer beaufsichtigt (commissaire(s)). Die Gesellschafterversammlung ernennt die Rechnungsprüfer und legt ihre Amtszeit fest.

25.2 Ein Rechnungsprüfer kann jederzeit und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

25.3 Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Recht der permanenten Überprüfung und Kontrolle aller Geschäfte der Gesellschaft.

25.4 Wenn die Gesellschafter im Einklang mit den Bestimmungen des Artikels 69 des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen, in der jeweils gültigen Fassung, einen oder mehrere unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseurs d'entreprises agréé(s)) ernennen, entfällt die Funktion des Rechnungsprüfers.

25.5 Ein unabhängiger Wirtschaftsprüfer darf nur aus berechtigtem Grund oder mit seiner Zustimmung durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden.

F. Geschäftsjahr - Jahresabschluss - Gewinnverwendung - Abschlagsdividenden

Art. 26. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 27. Jahresabschluss und Gewinne.

27.1 Am Ende jeden Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der Rat der Geschäftsführer erstellt im Einklang mit den gesetzlichen Anforderungen ein Inventar der Aktiva und Passiva, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung.

27.2 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung ist nicht mehr verpflichtend, sobald und solange die Gesamtsumme dieser Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

27.3 Durch einen Gesellschafter erbrachte Einlagen in Rücklagen können mit Zustimmung dieses Gesellschafters ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden.

27.4 Im Falle einer Herabsetzung des Gesellschaftskapitals kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft verhältnismäßig herabgesetzt werden, so dass diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals nicht übersteigt.

27.5 Auf Vorschlag des Rates der Geschäftsführer bestimmt die Gesellschafterversammlung im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung, wie der verbleibende jährliche Nettogewinn der Gesellschaft verwendet werden soll.

27.6 Ausschüttungen an die Gesellschafter erfolgen proportional zur Anzahl der von ihnen an der Gesellschaft gehaltenen Anteile.

Art. 28. Abschlagsdividenden - Agio und andere Kapitalreserven.

28.1 Der Rat der Geschäftsführer kann Abschlagsdividenden auf Grundlage von Zwischenabschlüssen zahlen, welche vom Rat der Geschäftsführer vorbereitet wurden und belegen, dass ausreichende Mittel für eine Abschlagsdividende zur Verfügung stehen. Der ausschüttbare Betrag darf nicht die Summe der seit dem Ende des vergangenen Geschäftsjahres angefallenen Gewinne, gegebenenfalls erhöht durch vorgetragene Gewinne und ausschüttbare Rücklagen, beziehungsweise vermindert durch vorgetragene Verluste und Summen, die einer Rücklage zugeführt werden, welche nach dieser Satzung oder dem Gesetz von 1915 nicht ausgeschüttet werden darf, übersteigen.

28.2 Das Agio, andere Kapitalreserven und andere ausschüttbare Rücklagen können im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und den Regelungen dieser Satzung frei an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 29. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft im Einklang mit Artikel 3.2 dieser Satzung wird die Abwicklung durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die über die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren bestimmt. Soweit nichts anderes bestimmt wird haben die Liquidatoren die weitestgehenden Befugnisse für die Verwertung der Vermögenswerte und die Tilgung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

H. Schlussbestimmungen - Anwendbares Recht

Art. 30. Anwendbares Recht.

30.1 Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und jeder Gesellschaftervereinbarung, die die Gesellschafter in der Zwischenzeit mit der Gesellschaft eingehen und durch die bestimmte Bestimmungen dieser Satzung ergänzt werden könnten. Sollte ein Artikel dieser Satzung mit den Bestimmungen einer Gesellschaftervereinbarung in Widerspruch stehen, so ist die Gesellschaftervereinbarung zwischen den Parteien, soweit nach luxemburgischem Recht zulässig, maßgebend.

30.2 Diese Satzung wurde auf Englisch verfasst, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.“ Nach ordnungsgemäßer Beratung über jeden Tagesordnungspunkt fasst die Gesellschafterversammlung einstimmig die folgenden Beschlüsse und ersucht den unterzeichnenden Notar, diese zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, eine (1) weitere Klasse von Anteilen zu schaffen, die als Anteile der Serie A2 bezeichnet werden (die „Anteile der Serie A2“), wodurch nunmehr insgesamt drei (3) Anteilklassen bestehen, und ohne Einziehung von Anteilen die bestehenden viertausendzweihundertfünfzig (4.250) Anteile der Serie A mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil in viertausendzweihundertfünfzig (4.250) Anteile der Serie A1 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil umzuwandeln.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, National Company for Business Solutions Ltd., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (limited liability company) nach dem Recht Saudi-Arabiens, eingetragen unter der Nummer 1010245968, mit Sitz in PO Box 69179 Riad 11 424, Saudi-Arabien, als neuen Gesellschafter der Gesellschaft anzunehmen.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, das Gesellschaftskapital der Gesellschaft von seinem derzeitigen Betrag von sechzehntausendsiebenhundertfünfzig Euro (EUR 16.750) um einen Betrag von dreitausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 3.250) auf einen Betrag von zwanzigtausend Euro (EUR 20.000) durch die Ausgabe von dreitausendzweihundertfünfzig (3.250) Anteilen der Serie A2 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil, zu erhöhen.

Zeichnung

Dreitausendzweihundertfünfzig (3.250) Anteile der Serie A2 wurden ordnungsgemäß wie folgt gezeichnet:

- siebenhundertfünfzig (750) Anteile der Serie A2 wurden ordnungsgemäß von iMENA, vorbenannt, hier vertreten wie vorerwähnt, zu einem Preis von siebenhundertfünfzig Euro (EUR 750) gezeichnet;
- zweitausendfünfhundert (2.500) Anteile der Serie A2 wurden ordnungsgemäß von NCBS, vorbenannt, zu einem Preis von zweitausendfünfhundert Euro (EUR 2.500) gezeichnet.

Zahlung

Die von iMENA und NCBS, vorbenannt, gezeichneten dreitausendzweihundertfünfzig (3.250) Anteile der Serie A2 wurden vollständig eingezahlt durch eine Bareinlage in Höhe von dreitausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 3.250).

Der Nachweis über die Existenz und den Wert der oben bezeichneten Einlage wurde dem unterzeichnenden Notar erbracht.

Die Einlage in Höhe von dreitausendzweihundertfünfzig Euro (EUR 3.250) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung erkennt an, dass NCBS nun der Inhaber der ausgegebenen zweitausendfünfhundert (2.500) Anteile der Serie A2 geworden ist.

Infolgedessen schließt sich NCBS, stimmberechtigt und hier vertreten durch Alix van der Wielen, maître en droit, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß der vorbenannten Vollmacht für die nachstehenden Beschlüsse der Gesellschafterversammlung an.

Die Gesellschafterversammlung beschließt, Artikel fünf (5) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft beträgt zwanzigtausend Euro (EUR 20.000), bestehend aus:

5.1.1 zwölftausendfünfhundert (12.500) Stammanteilen mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil (die „Stammanteile“),

5.1.2 viertausendzweihundertfünfzig (4.250) Anteilen der Serie A1 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil (die „Anteile der Serie A1“), und

5.1.3 dreitausendzweihundertfünfzig (3.250) Anteilen der Serie A2 mit einem Nominalwert von einem Euro (EUR 1) pro Anteil (die „Anteile der Serie A2“, die gemeinschaftlich mit den Anteilen der Serie A1 auch als „Vorzugsanteile“ bezeichnet werden).

Die mit den Anteilen verbundenen Rechte und Pflichten sind identisch, es sei denn, es wird in dieser Satzung, durch das Gesetz von 1915 oder eine Gesellschaftervereinbarung etwas Gegenteiliges bestimmt.

5.2 Das Gesellschaftskapital kann durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der für eine Satzungsänderung erforderlichen Art und Weise gefasst wird, erhöht oder herabgesetzt werden.“

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschließt, unter anderem infolge des Vorstehenden, die gänzliche Neufassung der Satzung der Gesellschaft, welche nunmehr wie in der Tagesordnung der vorliegenden Urkunde dargestellt lautet.

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung geschlossen.

Kosten und Auslagen

Die Kosten, Auslagen, Honorare und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft zu tragen sind, werden auf ungefähr EUR 3.500,- geschätzt.

Hierüber wurde diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Parteien auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen besagter erschienenen Parteien und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.

Die vorstehende Urkunde ist der Bevollmächtigten der erschienenen Parteien, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, verlesen und vom Notar gemeinsam mit dieser Bevollmächtigten unterzeichnet worden.

Gezeichnet: A. VAN DER WIELEN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 24 février 2014. Relation: LAC/2014/8430. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 14. März 2014.

Référence de publication: 2014038151/1135.

(140044222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2014.

Baltin Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 112.600.

Les comptes annuels au 20 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014038644/9.

(140044685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

BRE/Europe 4 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 126.963.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014038658/9.

(140045069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

BJNP, Benoit, Jean-Nicolas & Partners, Société Anonyme.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 59, rue des Aubépines.
R.C.S. Luxembourg B 170.987.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mars 2014.

Référence de publication: 2014038638/10.

(140044339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Whirlpool Canada Luxembourg Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.501,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 151.572.

Par un contrat en date du 13 septembre 2013, l'associé unique de la Société étant Whirlpool Canada Holding Co., société gouvernée par les lois de province de Nouvelle Ecosse ayant son siège social sis au 1959 Upper Water Street, Suite 900, Halifax, Nouvelle Ecosse, et immatriculée sous le numéro 3141731, a transféré les 12.501 (douze mille cinq cent une) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune qu'elle détenait dans la Société à Whirlpool CSA Holdings S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 0179.504 (le "Transfert").

Il résulte du Transfert que l'actionariat de la Société se compose désormais comme suit:

- Whirlpool CSA Holdings S.à r.l.: 12.501 (douze mille cinq cent une) parts sociales d'une valeur de 1 EUR (un Euro) chacune..

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 Mars 2014.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014038544/23.

(140043256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mars 2014.

Kaffistuff, Société à responsabilité limitée,

(anc. Spelunk S.à r.l.).

Siège social: L-3488 Dudelange, rue de l'Hôpital.
R.C.S. Luxembourg B 103.340.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 17. März 2014.

Paul DECKER

Der Notar

Référence de publication: 2014038887/12.

(140045077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.
